



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°44 (N°126) – 1,50 €

11 octobre 2011

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

*Confrontée à une brutale aggravation de la crise du capitalisme,  
Partout, au nom de la « lutte contre les déficits », chaque bourgeoisie et son gouvernement  
durcissent toujours plus leur offensive contre le prolétariat et la jeunesse.*

**La dette n'est pas celle des travailleurs et des jeunes. Ils n'ont pas à payer pour cette dette.**

**Il faut dresser l'exigence immédiate adressée aux organisations du mouvement ouvrier  
(partis et syndicats) :**

- **Prononcez-vous contre le remboursement de la dette !**
- **Rompez avec la bourgeoisie et ses gouvernements !**  
**Aucune concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon !**
- **Réalisez le Front Unique en défense des acquis ouvriers,  
pour défaire le gouvernement et le chasser**

## Une nouvelle étape dans la crise

Le 21 juillet, les dirigeants de l'UE et de la BCE ont enregistré le fait que la Grèce ne pouvait pas payer. Ils ont entériné la dévalorisation des obligations grecques, et le rachat de celles-ci à prix dévalués - sur le dos des travailleurs - dans le simple but, - dont la réalisation est d'ailleurs aléatoire - d'éviter l'effondrement des banques exposées à la dette grecque. En clair, ils ont décidé de voler au secours non de la Grèce mais de leurs propres banques. Mais leur incapacité à juguler la crise est apparue immédiatement. A peine le plan annoncé, sa mise en œuvre est remise en cause. Quelques jours après, les taux d'intérêt des obligations italiennes, espagnoles ont à nouveau battu des records. Un mois plus tard, on annonce qu'en Grèce, la dette est « hors contrôle ». En arrière fond, il y a le spectre de la faillite de ces Etats, et derrière, de nouvelles faillites bancaires - l'exposition des banques françaises à la dette italienne est 10 fois plus importante qu'à la dette grecque -, et l'effondrement de la zone euro et de l'Union européenne.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'Europe. Quelques jours plus tard, Standard & Poor's dégradait la note de la dette US, malgré l'accord Démocrates - Républicains décidant de couper à hauteur de 1000 milliards de dollars dans les budgets publics. La dette US vient de passer le cap des 100% du PIB. Elle a doublé en quatre ans.

Mais derrière « la crise de la dette » et la récession annoncée, il y a la menace de la dépression, d'un effondrement économique. Le chômage bat de nouveaux records dans les pays impérialistes ; aux USA en particulier, dans l'industrie comme dans les banques, des milliers de licenciements sont annoncés. Même les pays présentés comme des « locomotives » de l'économie mondiale sont atteints. La croissance allemande au deuxième trimestre 2011 est nulle. Comment s'étonner ? L'économie allemande est étroitement dépendante de ses exportations, en particulier (suite p. 2)

## Sommaire :

● LA DETTE N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES .....	P.1
● ÉLÉMENTS D'APPRECIATION DE LA CRISE DU CAPITALISME .....	P.5
● LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S. :	
INTERVENTION D'UN CONDUCTEUR DE RUEIL LIGNE A À L'ASSEMBLÉE DE RENTRÉE DE LA CGT-RATP .....	P.14
MOTIONS DU COURANT FRONT UNIQUE AU CDFN DE LA FSU – 20-21 SEPTEMBRE 2011.....	P.16
MOTION DE LA SECTION SNES DU LYCÉE RASPAIL, PARIS 14 <sup>E</sup> .....	P.17
MOTION PRÉSENTÉE À LA C.E. DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES PARIS, LE 4 OCTOBRE 2011 .....	P.17
● « RÉFORME » DES UNIVERSITÉS : LE GOUVERNEMENT SARKOZY-WAUQUIEZ EN GUERRE CONTRE LA JEUNESSE .....	P.18
● ENSEIGNEMENT PUBLIC : BUDGET, RYTHMES SCOLAIRES .....	P.25
● PHILIPPE CHUZEVILLE (« LANTIER ») .....	P.29
● DERNIÈRE MINUTE : MAYOTTE.....	P.30

sur le marché américain. Or celui-ci s'étiole. Le marché étant mondial, nul ne peut échapper à la crise. Ce qui donne une idée de la catastrophe qui se prépare en

Chine qui, plus encore que l'Allemagne, dépend étroitement des marchés américains et européens.

---

### **La crise manifeste que tous les expédients par lesquels l'impérialisme a repoussé les échéances ont fait long feu**

---

Face à cette déferlante, l'impuissance de la classe bourgeoise à juguler la catastrophe saute aux yeux. Rachat des obligations d'Etat par la BCE, maintien des prêts à taux zéro par la FED (c'est-à-dire continuation des cadeaux gigantesques aux banques) : rien n'y fait. La dégringolade boursière continue. Et, en tout état de cause, nul ne peut attendre de ces mesures une relance de la production. Le seul résultat possible est plutôt un nouveau coup de fouet à la spéculation, le capital ne pouvant trouver sur le terrain de la production des débouchés permettant de réaliser les profits suffisants. Laissons conclure un éminent expert économique de la bourgeoisie, Joseph STILGITZ (*Le Monde* 17 août) : « *Quelles que soient les mesures adoptées, les choses vont empirer* ».

Mais au-delà des dernières péripéties, comment en est-on arrivé là ? Les représentants du capital répètent en chœur : « *Nous* » avons vécu au-dessus de nos moyens. « *Nous* » avons laissé s'accumuler une dette phénoménale. Il faut maintenant payer la note ». Dans la bouche de ces derniers, « *Nous* », ce sont les travailleurs et les jeunes : trop d'acquis sociaux, trop de retraites, trop de services publics, trop de droit à la santé, trop de salaires, trop de code du travail. Et donc « *nous* » devrions payer la note.

Qu'en est-il en réalité ? Le système capitaliste tend par nature à une production à une échelle toujours plus large. Mais il ne peut faire de profit que pour autant qu'il réalise la plus-value, c'est-à-dire qu'il trouve sur le marché à vendre les marchandises produites dans des conditions qui permettent cette réalisation. En même temps, il ne peut extraire la plus-value que pour autant qu'il augmente l'exploitation des travailleurs, donc limite d'autant le marché. Or celui-ci, depuis que le système impérialiste s'est étendu sur la planète entière, ne peut plus s'étendre davantage. Certes, le rétablissement du capitalisme en Russie, en Chine, en ouvrant de nouveaux marchés et en mettant à la disposition du capital une main d'œuvre monstrueusement surexploitée, particulièrement en Chine, lui a donné un répit. Mais depuis des décennies, c'est par un recours toujours plus large au crédit qu'il a tenté de desserrer l'étau constitué par les limites du marché. Et le

crédit, c'est d'abord le crédit des Etats s'endettant toujours davantage, en particulier pour financer des budgets militaires en permanente extension, l'économie d'armement jouant un rôle de volant d'entraînement pour l'ensemble de l'économie, notamment dans la principale puissance impérialiste : les USA. Et c'est dans les guerres de rapine impérialistes qu'une partie de ces armes trouvent à s'employer : sur 14000 milliards de dettes US, 3000 milliards viennent de la guerre d'Irak, 1000 de la guerre d'Afghanistan.

Il faut ajouter que la « croissance » antérieure à 2008 s'appuyait, particulièrement aux USA, sur une formidable spéculation boursière, la valorisation boursière étant sans aucune commune mesure avec la création de richesses réelles... jusqu'à ce que la réalité vienne brutalement interrompre la fièvre boursière.

En 2008, les montagnes de dettes irrécouvrables ont mis en faillite ou au bord de la faillite les banques. De cette faillite, les banquiers, qui pendant des années avaient proposé des crédits en particulier immobiliers relevant du gangstérisme pur et simple, portaient la responsabilité intégrale. Pourtant ce seront les Etats - sur le dos des travailleurs - qui vont les renflouer, la dette d'Etat subissant une nouvelle énorme accélération. Et ce sont les mêmes banquiers qui, ayant acheté ces dettes d'Etat, exigent aujourd'hui d'être remboursés et, pour les pays les plus « fragiles », à des taux usuraires !

Ainsi la « crise de la dette » n'est que la face émergée de l'iceberg. La crise dont il s'agit, c'est la crise de surproduction, celle du capitalisme, d'un système tout entier orienté vers la réalisation du profit de la classe dominante et non de la satisfaction des besoins des masses, d'un système putréfié et agonisant. Le capitalisme, pour se remettre en marche, doit procéder à une immense purge des forces productives. Et plus encore que la fermeture des usines, la dévastation économique de régions entières et la mise au rebut des moyens de production, c'est le prolétariat, la force de travail, qui est au cœur de cette gigantesque destruction nécessaire.

---

### **A l'ordre du jour, pour la bourgeoisie et ses gouvernements : rétablir des conditions d'exploitation qui ramèneraient le prolétariat des décennies en arrière**

---

Des USA à l'Italie, de la Grande-Bretagne à l'Espagne, les plans gouvernementaux sont les mêmes : réduction massive des indemnités chômage, suppression de centaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, augmentation de l'âge de départ à la retraite, liquidation des droits en matière de santé, « libéralisation » du marché du travail - c'est-à-dire disparition de toute protection du travailleur face au licenciement. Et dans le même temps, maintien et extension des cadeaux fiscaux à la bourgeoisie (Faut-il rappeler que Total paie zéro euro d'impôt en France ?). Et pour imposer ces nouvelles mesures, la plus

brutale répression. En Grande-Bretagne, des années de prison contre les jeunes « émeutiers » acculés à la révolte par le chômage, la misère, la précarité. Aux USA, deux travailleuses de l'entreprise Verizon menacées de 18 mois de prison pour participation à un piquet de grève. Ce ne sont que quelques exemples...

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'est pas en reste : fichier des bénéficiaires des indemnités sociales, annonce triomphale du record d'expulsions de travailleurs sans papiers établi cette année (30 000)...

---

### **Les tentatives de combat du prolétariat se heurtent à la politique de soutien aux plans de la bourgeoisie des directions syndicales**

---

Aux Etats-Unis comme en Europe, à la suite des premiers assauts révolutionnaires des masses en Tunisie et en Egypte, les masses ont tenté de combattre. Mais, invariablement, elles se sont heurtées à la politique des partis issus du mouvement ouvrier et des directions syndicales entièrement soumises aux exigences du capital et de ses plans. En Europe, en Grèce, en Espagne, et hier encore au Portugal, ce sont des gouvernements dirigés par des partis socialistes qui ont pris les plus violentes mesures contre les masses. Aux Etats-Unis, une importante mobilisation s'est développée contre les plans des gouvernements de différents Etats. Au Wisconsin, des milliers de manifestants ont envahi le siège du gouverneur. Mais ce sont les dirigeants syndicaux qui, une fois rétablis dans leur rôle de « négociateurs » un temps remis en cause, ont signé l'accord entérinant toutes les attaques contre les retraites, les postes de fonctionnaires, etc. En Grèce, au Portugal, les dirigeants syndicaux loin de se prononcer contre le remboursement de la dette, pour le retrait des plans d'austérité, d'organiser le combat contre les gouvernements qui les mettent en place, demandent simplement que les délais de paiement de la dette soient revus, c'est-à-dire se prononcent pour le paiement de la dette et de ses intérêts usuraires. Est apparu ensuite le

mouvement dit des « indignés » : mais ceux-ci ne se réclament pas moins que les dirigeants syndicaux de la « concertation », de la « participation citoyenne ». Ils rejettent tout combat de classe contre les gouvernements bourgeois au nom d'une rhétorique creuse préconisant l'« apolitisme » et la « non-violence ».

L'association des dirigeants syndicaux a elle-même franchi un nouveau palier avec les derniers soubresauts de la crise. C'est ce dont témoigne la déclaration commune des représentants du patronat italien (Cofindustria) et des directions syndicales, en particulier celles de la CGIL : *« Nous regardons avec inquiétude le cours récent des marchés financiers... Pour éviter que la situation italienne devienne insoutenable, il faut immédiatement recréer dans notre pays les conditions pour retrouver la normalité sur les marchés financiers avec une immédiate récupération de la confiance des investisseurs. A cette fin, il est nécessaire de conclure un Pacte pour la croissance qui engage toutes les parties sociales ; il faut à tous un grand sens des responsabilités et une discontinuité capable de réaliser un projet de croissance du pays en mesure d'assurer la soutenabilité de la dette et à nouveau la création d'emplois. »*

---

### **Les dirigeants syndicaux en France sur la voie de leurs alter ego italiens**

---

Les dirigeants syndicaux en France entendent emprunter la même voie. Car la France n'est nullement à l'abri de l'envolée des taux d'intérêt sur la dette : sa dette a augmenté de 30% en 3 ans ; ses plus grandes banques sont menacées, sa place sur le marché mondial décline. Les déclarations de Fillon du 24 août ne font qu'amorcer une nouvelle vague d'attaques contre la population laborieuse en préparation, en particulier, à l'occasion du budget 2012. La prétendue « contribution des riches » est dérisoire. La seule mesure un peu « sérieuse » pour les capitalistes est le doublement de la taxation des mutuelles, qui sera de toute manière répercutée sur les adhérents. La directrice du FMI, Lagarde, à peine sortie du gouvernement, a déjà indiqué qu'il faut tailler beaucoup plus profondément dans la chair des acquis ouvriers : augmenter à nouveau l'âge de la retraite à 65 ans, par exemple. D'autres « propositions » fusent de toute part : multiplier par 4 ou 5 le prix des inscriptions universitaires, remplacer les départs en retraite dans la Fonction Publique par des contrats de droit privé, liquider le statut des enseignants contenu dans les décrets de 50, etc.

Mais une offensive d'une telle violence n'est pas possible sans s'assurer la coopération, totale et étroite, des directions syndicales. Revendiquer une telle coopération : tel est le sens de l'appel intersyndical du 18 août. Il est signé par tous les dirigeants, sauf FO qui se félicite « d'avoir été entendu » (par le gouvernement) à l'instar de Thibault, qui parle des « demi-mesures » du plan Fillon. Dans l'appel du 18 août, on peut lire :

*« A la crise économique et sociale de 2008 aux effets durables, s'ajoute la crise des dettes publiques de la zone*

*Euro. Celle-ci et la nature des réponses politiques apportées par l'Union et les Etats membres menacent en permanence la stabilité de la monnaie commune et l'avenir de l'Union Européenne. Les conséquences sont lourdes pour les salariés (...) Face à l'atonie de la croissance et à l'aggravation de la crise des dettes de la zone Euro, le gouvernement a prévu d'annoncer le 24 août des « mesures destinées à réduire le déficit de la France » (...) La situation nationale est préoccupante. Les politiques menées et le faible niveau de croissance ne réduisent pas le chômage et mettent en cause la cohésion sociale et la solidarité (...) L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale. D'ores et déjà, l'intersyndicale estime indispensable l'intervention des salariés. Elle se réunira le 24 août au soir pour envisager les suites à donner. Celles-ci viseront à débattre avec les salariés des solutions à apporter et à organiser avec eux l'action pour faire pression sur le gouvernement et le patronat. »*

Ainsi, aux revendications ouvrières, il faudrait substituer... la défense de la stabilité de la monnaie commune, celle de l'avenir de l'Union Européenne, la lutte... pour la réduction de la dette : bref, le programme entier du gouvernement et du patronat ! Ainsi en particulier, il reviendrait aux travailleurs de payer pour la dette de la guerre en Libye et en Afghanistan, la dette des cadeaux faits par milliards d'euros aux banquiers et patrons depuis 2008, la dette du train de vie somptuaire de

Sarkozy lui-même, la dette des ristournes fiscales à Liliane Bettencourt... Et c'est sur ces objectifs communs que les dirigeants syndicaux réclament à hauts cris leur place dans le « dialogue social » !

Et c'est sur ces objectifs qu'ils appellent à une journée d'action le 11 octobre (et à la grève le 27 septembre dans l'Education nationale).

---

### **Comment s'ouvrir la voie du combat contre l'avalanche d'attaques qui se prépare ?**

---

La première urgence est donc claire : il faut organiser partout le combat dans les organisations syndicales, parmi les travailleurs contre l'orientation de l'appel du 18 août visant à interdire au prolétariat de combattre sur son terrain de classe ; donc sur l'orientation suivante :

- Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour le rejet de la dette : les travailleurs n'ont pas à payer un seul euro de cette dette ! Rompez le dialogue social avec le gouvernement ! Ne vous rendez à aucune invitation de Fillon !

- Le budget 2012, la loi de financement de la Sécurité sociale vont concentrer l'ensemble des attaques.

Dirigeants syndicaux : préparez la manifestation centrale, nationale de toute la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Assemblée à l'ouverture de la discussion parlementaire sur le budget.

A l'inverse de la demande des appareils syndicaux d'une « véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat », il faut combattre pour le Front Unique des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour affronter et vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon sans attendre les présidentielles de 2012.

---

### **Il n'y a pas d'autre issue que le combat pour le socialisme.**

#### **Pour cela, il faut œuvrer à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire**

---

Dans la situation faite aux travailleurs et aux jeunes, la responsabilité des directions syndicales est immense. La responsabilité des dirigeants du PS, accessoirement du PCF, ne l'est pas moins. Le PS et ses différents candidats portent contre Sarkozy l'accusation principale... de ne pas combattre sérieusement les déficits. Ils se font fort, s'ils sont au pouvoir, de payer plus vite et mieux les banquiers créanciers et ce n'est qu'à ce titre qu'ils refusent de voter la « règle d'or » imposant un budget en équilibre. Ils ont engagé une course entre eux à celui qui ira le plus loin dans la mise en œuvre de la « rigueur ». Mais il n'y a pas de « rigueur » pour l'intervention impérialiste en Libye qu'ils ont soutenue au Parlement à la quasi-unanimité des élus PS. Quant au PCF, il s'est prononcé pour la candidature de Mélenchon aux présidentielles. Celui-ci vient de proposer ses « solutions » : pour le « protectionnisme européen » - pour protéger « notre » capitalisme de la concurrence des autres ! -, pour que la BCE prête directement aux Etats à taux réduits – ce qui revient à dire que la dette antérieurement accumulée doit être remboursée par eux, compris les intérêts usuraires ! Et ce qui revient à faire croire que la BCE pourrait être autre chose qu'un organe de défense des intérêts des capitalistes et banquiers !

Les uns et les autres situent leurs propositions dans le cadre du capitalisme qu'il faudrait remettre en marche. Mais ce que montre avec éclat l'actuelle crise d'agonie du système capitaliste, c'est que ce dernier ne peut être amendé (un peu plus pour le travailleur, un peu moins pour le capitaliste), mais qu'il faut le renverser : ce qui veut dire exproprier le capital. Comment imposer la dénonciation de la dette de l'Etat sans mettre immédiatement à l'ordre du jour l'expropriation des banques ? Sans l'étatisation du système de crédit ?

Renverser le capitalisme veut dire établir la propriété collective des moyens de production sur la base de laquelle la classe ouvrière pourra elle-même décider de ce qui doit être produit pour satisfaire les besoins de la population laborieuse. Cela commence par le combat pour en finir dans chaque pays avec le gouvernement de la bourgeoisie. Mais renverser le capitalisme est un objectif qui ne saurait être atteint à une échelle nationale. A l'Union européenne des banquiers et des capitalistes, il faut opposer les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Cela implique évidemment de combattre immédiatement pour le refus de payer la dette, de combattre tous les plans du gouvernement visant à détruire les acquis sociaux, d'opposer aux plans de licenciement l'échelle mobile des heures de travail (le partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaires), d'opposer à la baisse du pouvoir d'achat rongé par l'inflation, l'échelle mobile des salaires.

Un tel combat est inséparable de celui pour un véritable gouvernement ouvrier à même de le mettre en œuvre. Il faut lutter pour la constitution d'un gouvernement du Front Unique des organisations du mouvement ouvrier dont les travailleurs exigeront satisfaction de leurs revendications.

A l'échelle de leurs forces, les militants regroupés autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme » militent sur cette orientation. Mais il n'y aura de possibilité pour le prolétariat de les faire valoir, et donc d'échapper à la barbarie que promet la perpétuation du capitalisme pourrissant, sans la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, à l'échelle internationale, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est à cette tâche que nous vous invitons à vous associer.

Le 14 septembre 2011

## Éléments d'appréciation de la crise du capitalisme

Des mois durant, responsables politiques de tous bords, dirigeants syndicaux, experts économiques et autres commentateurs ont cultivé de toutes leurs forces le mythe de la « reprise ». Chiffres à l'appui, ceux-ci tentaient de démontrer énergiquement combien « *le pire était passé* ». Hélas, une simple publication du *Bureau of Economic Analysis*, l'INSEE américain, aura suffi à balayer d'un revers de main cette sombre entreprise de mystification. Les statistiques alarmantes communiquées durant l'été du PIB américain, mais aussi japonais et allemand, sonnent le glas de la « reprise ». La dernière des nombreuses crises du capitalisme qui s'est ouverte en 2007 a connu des phases aiguës, puis d'autres moins agitées, tandis que le fardeau de la dette se déplaçait largement du secteur privé vers le secteur public par suite des multiples « plans de relance ». Mais en réalité, cette crise n'est jamais allée à son terme et c'est la raison pour laquelle les conditions à l'enclenchement d'un véritable nouveau cycle de production n'ont jamais été, et ne sont toujours pas réunies, dans les économies capitalistes occidentales, et en premier lieu aux États-Unis.

À côté, les principaux pays « émergents » affichent des rythmes de croissance dont la vigueur n'a d'égale que l'exubérance. Au premier rang desquels la Chine, où les signes de surchauffe et d'emballement sont nombreux. Le fléchissement brutal de la croissance dans les pays capitalistes développés, et en conséquence l'affaiblissement de leur capacité à absorber la production de l'économie chinoise, constitue aussi une menace directe pour cette dernière. D'autant plus que tout ralentissement de l'activité en Chine est susceptible d'y provoquer un regain de tension sociale lourd de conséquence. Le président de la Banque mondiale reconnaît ainsi : « *Les moteurs de l'émergence fulgurante de la Chine sont en train de s'essouffler* ».

En Europe, sur fond de croissance atone, l'union monétaire se délite un peu plus chaque jour sous le poids

de ses propres contradictions. Le plan de sauvetage (des créanciers) de la Grèce, les interventions de la BCE, ou encore le « gouvernement européen » proposé par Sarkozy et Merkel, toutes ces gesticulations, aussi ridicules qu'improvisées, dissimulent mal la véritable nature et l'ampleur de la difficulté devant laquelle se trouvent les états européens, mais aussi américain et japonais : comment résorber ces volumes de dette colossaux que, même les offensives les plus acharnées contre le prolétariat semblent à ce jour incapables de réduire de façon substantielle, avec une croissance proche de zéro, un niveau de chômage très élevé et une lente mais continue érosion des parts de marché mondiales au profit des pays « émergents » ?! En fin de compte, crises bancaires et crises de la dette ne sont que les manifestations d'une crise plus générale que tous se refusent sciemment à désigner tant ce mot leur écorche la bouche : c'est le mode de production capitaliste – ce système dans lequel, en dernier ressort, toutes les activités humaines sont subordonnées à la loi du profit – qui est ouvertement à nouveau en crise depuis quatre ans déjà, étouffant lentement sous le poids de ses propres contradictions.

Or, contrairement au premier épisode de cette crise, au cours de laquelle états et banques centrales avaient pu mettre en œuvre une batterie de mesures de soutien, cette fois, le chargeur semble épuisé. D'un côté les états, étranglés par leurs propres dettes, ne disposent d'aucune marge de manœuvre budgétaire, bien au contraire. De l'autre, les banques centrales ont déjà abondamment fait usage de la monétisation de la dette, et leurs capacités d'intervention semblent extrêmement restreintes. Comme le note Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie : « *Maintenant que l'ampleur du problème est apparue en pleine lumière, une nouvelle certitude a surgi : la certitude que, quelles que soient les mesures adoptées, les choses vont empirer. Une léthargie prolongée apparaît désormais comme le scénario optimiste.* »

### Le moteur capitaliste des États-Unis et de l'Europe à l'arrêt

Un sourd et puissant craquement. Tel a été l'effet de la publication par le *Bureau of Economic Analysis* des statistiques du PIB américain au mois de juillet. Au cours du premier trimestre 2011, l'économie américaine n'a en réalité crû qu'au rythme de 0,4% (contre 1,9% lors de la précédente estimation !). Pour le deuxième trimestre, les premières évaluations donnent la croissance à 1%. Mais surtout, le *Bureau of Economic Analysis* a fortement revu à la hausse l'ampleur de « Grande Récession » des années précédentes : le recul du PIB a finalement été révisé de 0,1% à 0,3% pour 2008, et surtout de 2,6% à 3,5% pour 2009. Cet approfondissement de la crise s'est confirmé lorsque sont parues à leur tour les statistiques du PIB allemand du second trimestre : une croissance de 0,1% ! Quant à l'archipel japonais, durement frappé par la crise de Fukushima, il est retombé en récession depuis le début de l'année et son PIB affiche un recul de 0,3% au deuxième trimestre. Bref, non seulement, à son pic, la crise a été bien plus profonde que ce que l'on estimait

jusqu'à présent, mais, de surcroît, la maigre croissance économique entraperçue depuis lors disparaît, tandis que la dette publique atteint des niveaux vertigineux.

Aux États-Unis, la plupart des indicateurs témoignent d'un ralentissement brutal de l'activité. Dernier en date, l'indicateur d'activité de la réserve fédérale de Philadelphie est passé d'un niveau légèrement positif (+3,2) à un niveau très fortement négatif en août (-30,7) et en septembre (-17,5), reflétant une contraction marquée de l'activité les mois passés. Les créations d'emplois sont insignifiantes et le taux de chômage officiel (grossièrement sous-estimé) reste durablement ancré autour de 10 % : « *La banque centrale américaine (Fed) a noté le 9 août la "détérioration de la conjoncture générale sur le marché de l'emploi ces derniers mois", et a estimé que les difficultés économiques actuelles ne laissent pas présager qu'un reflux lent et graduel du chômage.* » (*Les Échos* 18/08/2011)

L'immobilier est quant à lui toujours pris au piège dans une spirale déflationniste : « *Mais c'est surtout l'immobilier qui nourrit l'inquiétude. Rien n'enraye l'effondrement des prix : - 19,3 % en moyenne depuis fin 2006, au plus fort de la bulle immobilière. Il est particulièrement fort dans les États dévastés par la bulle spéculative (Floride, Californie, Nevada, Arizona...), où la chute tourne autour de 50 %. Surtout dans des États touchés par la crise (Michigan, Géorgie) ou même moins atteints (Oregon, Idaho), le bâti a, là aussi, perdu le quart, voire le tiers de sa valeur ces derniers mois. Selon l'indice Case-Schiller, l'immobilier, dont les prix sont remontés à partir de 2009, repart partout à la baisse : - 3,6 % au dernier trimestre 2010, - 4,2 % au premier trimestre 2011. Des villes comme Chicago et Minneapolis, d'autres symboles de la nouvelle économie comme Seattle, Charlotte ou Portland, sont gravement affectées. Les prix ont baissé de 27,9 % à Atlanta et de 58,6 % à Las Vegas, un record national.* » (Le Monde 05/06/2011).

En Europe, tandis que la France, l'Espagne ou l'Italie ont annoncé des taux de croissance avoisinant les 0% au deuxième trimestre, le ralentissement marqué du PIB allemand préfigure de terribles jours pour la zone euro car, de fait, l'Allemagne est à la fois le moteur économique de la zone euro et la garantie *in fine* de l'ensemble du système monétaire et financier européen.

L'Italie ou l'Espagne de leur côté pourraient très bien être acculées à faire appel au déjà trop petit FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) dès le prochain raidissement du marché obligataire.

Et cependant que la situation en Grèce – authentique laboratoire expérimental des offensives contre les acquis ouvriers – ne cesse d'empirer : « *La Grèce, qui traverse sa troisième année de récession, n'entrevoit pas le bout du tunnel. Au contraire : "Les premières prévisions tablaient sur un recul de 3,5%, mais ensuite cela a changé (...)* et

*nous sommes maintenant au niveau de -3,8%-3,9%", a affirmé le ministre grec des Finances, Evángelos Vénizélos dans un entretien à la radio athénienne Skai. "Désormais, il y a une fourchette de prévisions qui peut aller au-delà de -4,5%, et on va voir où cela va se situer", a-t-il ajouté. "Je serais heureux si nous avons le meilleur résultat, mais la vérité est que la conjoncture nationale et internationale a empiré la récession", a ajouté le ministre. Selon les estimations provisoires de l'Autorité des statistiques grecques (Ase), le PIB grec s'est fortement contracté au deuxième trimestre 2011, de 6,9% par rapport à la même période en 2010, contre 5,5% au premier trimestre.* » (Les Échos 19/08/2011).

Le Portugal, bien que dans une situation légèrement moins dramatique, est tout de même en très mauvaise posture : « *L'économie portugaise s'est contractée de 0,9% au deuxième trimestre par rapport à la même période de 2010, selon une estimation provisoire publiée mardi par l'Institut national des statistiques (Ine). Ce recul "est lié à une nette diminution de l'investissement et des dépenses de consommation des ménages, surtout en ce qui concerne les biens durables", a expliqué l'Ine dans un communiqué. Le Produit intérieur brut du Portugal est en revanche resté stable par rapport aux trois premiers mois de l'année. L'économie portugaise est entrée en récession fin 2010, avec un recul du PIB de 0,6% au dernier trimestre de l'an dernier et encore de 0,6% sur les trois premiers mois de l'année.* » (Le Figaro 16/08/2011)

Le constat est on ne peut plus limpide : aux États-Unis, en Europe et au Japon qui, à eux seuls, contribuent à plus de la moitié de la production mondiale, le moteur économique cale. Tous les indicateurs sifflent la fin de la « reprise » et confirment l'entrée de la crise dans une nouvelle phase. Même si les pays « émergents » paraissent en meilleures postures, cela n'infléchit en rien cette tendance. C'est ce que nous allons voir à présent.

---

### La Chine et les « émergents » s'emballent...

---

Si les États-Unis, l'Europe et le Japon constituent toujours le noyau du capitalisme, force est de constater que depuis deux décennies leur hégémonie économique dans la production et les échanges mondiaux s'érode progressivement. Année après année, des pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde affirment davantage leur importance économique. Toutefois, il s'agit de changements principalement quantitatifs et non pas encore qualitatifs. Ces pays « émergents » demeurent entièrement subordonnés aux tendances de fond qui animent les impérialismes américains, européens, et japonais. Le ralentissement économique prononcé de ces derniers ne peut rester sans effet sur la situation de ces capitalismes « émergents », d'autant plus que ceux-ci présentent tous les symptômes d'une surchauffe du moteur économique : inflation, forte expansion du crédit, et signe de surproduction. Cela étant dit, concentrons-nous maintenant sur le cas emblématique de la Chine.

Il est difficile de se faire une idée précise de la situation économique en Chine, et cela pour au moins deux raisons. La première consiste en ce que la Chine est un capitalisme fonctionnant encore très largement sous le contrôle direct de l'état, ce qui lui confère certaines singularités. La

seconde réside dans le peu de fiabilité entourant les statistiques économiques officielles. Malgré tout, il est possible d'apprécier certains traits généraux et de dégager les tendances économiques de fond œuvrant actuellement en Chine.

Ainsi, la croissance du PIB chinois du deuxième trimestre s'est établie à 9,5% contre 10,3% un mois plus tôt. La faiblesse de la croissance aux USA explique en partie ce ralentissement : depuis le début de l'année, les exportations chinoises vers les USA n'ont progressé que de 9,8%, soit une croissance deux fois plus faible que celle de l'ensemble des ventes de la Chine à l'étranger. Les exportations de la Chine vers l'Europe n'ont guère été meilleures, ce qui montre bien que cette dernière, minée par la crise de la dette, est incapable de prendre le relais des USA pour absorber les produits *made in China*. Ce ralentissement de la croissance des exportations de la Chine vers les USA et l'Europe risque de s'accroître encore un peu plus dans les mois prochains, au fur et à mesure des « plans d'austérité » adoptés dans les principaux pays impérialistes. En particulier, l'accord trouvé entre démocrates et républicains pour réduire d'au moins 2400 milliards de dollars le déficit public, et qui fait

figure de plus grand « plan d'austérité » de l'histoire. La conjonction de ces énormes coupes budgétaires avec le gigantesque « plan de relance » chinois est en train de créer les conditions d'une grave crise de surproduction en Chine. Or, cette menace d'une crise de surproduction chinoise est d'autant plus lourde qu'elle n'est pas liée uniquement au faible taux de croissance aux USA et en Europe.

Le ralentissement de la croissance du PIB chinois s'explique également par des raisons internes, liées à une économie dont la croissance repose en très grande partie sur l'investissement, élargissant sans cesse les capacités productives de la Chine bien au-delà de ce qu'est capable d'absorber le marché mondial, mais aussi le marché intérieur chinois. Comme l'indique Martin Wolf, lorsque l'on examine la structure de l'économie chinoise et ses évolutions, on constate que « *l'investissement a en réalité augmenté plus vite que le PIB. De 2000 à 2010, la croissance de l'investissement fixe brut a été en moyenne de 13,3 % tandis que la moyenne de la croissance de la consommation privée s'établissait à 7,8 %. Au cours de la même période, la part de la consommation privée dans le PIB s'est effondrée, passant de 46 % à 34 %, tandis que la part de l'investissement fixe grimpeait de 34 % à 46 %.* » (Le Monde 21/06/2011). Ce surinvestissement procède notamment des flux de capitaux étrangers en augmentation constante, américains et européens précisément. Afin de faire face à la baisse tendancielle du taux de profit, les

impérialismes viennent tirer parti de l'exploitation extrême de la classe ouvrière chinoise, ce qui leur offre un léger répit mais absolument pas une issue. Car en Chine comme ailleurs, ce mouvement de surinvestissement conduit inévitablement à la surproduction.

Ainsi, le troisième et dernier facteur qui pousse au ralentissement de la croissance chinoise est une conséquence directe du précédent : l'apparition de surcapacités productives qui, liées à la suraccumulation du capital, nourrissent des doutes sur « *le volume des dettes qui, un peu partout dans le pays, risquent de ne jamais être remboursées* » (Les Échos 06/09/2011). Il n'y a pas que les États-Unis et la zone euro qui croulent sous une montagne de dettes, la Chine aussi. La bombe à retardement de la dette chinoise se concentre au niveau des collectivités locales. En juin dernier par exemple, le bureau national de l'audit chinois a révélé des dettes colossales (que certains considèrent pourtant comme sous-estimées !) : 10 700 milliards de yuans. L'agence de notation Moody's a même averti qu'en l'absence d'un plan pour maîtriser la dette des collectivités locales, la notation des banques chinoises pourrait être dégradée. De fait, la dette des collectivités locales alourdit considérablement la dette publique chinoise : si la dette du seul État central représente 20% du PIB, en y ajoutant les dettes des collectivités locales, le volume de dettes se situe en réalité dans une fourchette de 70 à 80% du PIB.

---

### ... sur fond d'endettement croissant

---

Dans le fond, cette crise de la dette des collectivités locales à venir est la conséquence directe du plan de relance hors norme adopté par Pékin pour faire face à la crise. Sur les 4000 milliards de yuans de ce plan, le gouvernement chinois n'a fourni que 1200 milliards de yuans, laissant le reste du financement à la charge des collectivités locales et aux entreprises publiques. D'où l'orgie d'emprunts effectués par ces dernières avec tous les risques que cela comporte : la banque d'investissement USB évalue à 460 milliards de dollars le montant de ces prêts qui pourraient ne pas être remboursés dans les années à venir. La dette des collectivités locales est d'autant plus menaçante pour l'économie chinoise qu'elle a été investie en partie dans des projets immobiliers qui ont alimenté une bulle plus importante en volume que celle à l'origine de la crise des *subprimes* aux USA. Cette bulle a provoqué une escalade des prix immobiliers et un immense surplus de logements invendus. En témoigne également l'étude de la banque d'investissement Crédit Suisse qui estime qu'à Wuhan (12<sup>e</sup> ville du pays avec 9 millions d'habitants) il faudrait plus de 8 ans pour écouler le stock de logements invendus.

L'endettement a seulement été le levier pour financer des projets ; et le fond du problème vient de ce que ces projets, immobiliers notamment, sont sans aucune relation avec les besoins et les capacités réels de consommation. Par exemple : « *l'utilité de ces infrastructures diminue tendanciellement. La Chine n'est plus ce pays où tout reste à construire. Au moment où l'on découvre que le ministère des Chemins de fers a surinvesti dans les TGV, construisant à toute vitesse un gigantesque réseau que nul*

*ne sait réellement rentabiliser, Pékin sait qu'il est urgent de freiner l'investissement.* » (Les Échos 06/09/2011).

On peut tirer trois conclusions de cet endettement excessif des collectivités locales et de la bulle immobilière qu'il contribue à alimenter.

D'abord, d'un point de vue général, ce niveau d'endettement montre bien que malgré ses forts taux de croissance depuis 20 ans, la Chine ne constitue pas un nouveau modèle de développement économique qui donnerait un coup de jeune à l'impérialisme. En réalité la croissance chinoise s'insère pleinement dans le mode de production capitaliste dont elle porte les traits caractéristiques, en particulier la nécessité de recourir au parasitisme, à l'émission massive de capital fictif pour que l'accumulation du capital puisse se poursuivre. Aussi puissante soit-elle, la Chine n'en subit pas moins, comme ses concurrents, la contradiction fondamentale du capitalisme : la contradiction entre le caractère social et international de la production et la propriété privée des moyens de production dans le cadre de frontières nationales. Elle y échappe d'autant moins que sa croissance est très dépendante de l'économie mondiale via le volume de ses exportations.

Ensuite, cet endettement de la Chine menace la croissance mondiale : l'année dernière, la Chine a contribué pour plus de 30% à la croissance mondiale. Or la contraction de la demande aux USA et en Europe, combinée à la nécessité de donner un tour de vis pour resserrer le crédit en Chine, tout cela ne peut que tirer la croissance de la Chine vers le bas, et donc également la croissance mondiale. D'ores et déjà, le ralentissement de la croissance chinoise se

répercute aux quatre coins du monde : la demande chinoise de matières premières a déjà brutalement reculé avec, en juin, une baisse en volume de 11,5% pour le pétrole et de 15% pour le cuivre.

Enfin, sur le plan politique, tout ralentissement économique ne peut qu'alimenter la colère et le combat du prolétariat le plus nombreux et le plus concentré au monde, avec 400 millions d'ouvriers en Chine. Ces dernières semaines, on a assisté à des grèves et à des manifestations en relation avec la hausse de l'inflation provoquée par l'abondance des liquidités en circulation suite à l'ouverture des vannes du crédit en Chine : par exemple, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 14% en 1 an et le prix du porc a lui bondi de 57%. Cette hausse des prix intensifie le combat des travailleurs chinois contre les bas salaires : cela a été le cas le mois dernier à Zeng-Chen, près de Canton, grande région industrielle d'exportation.

En somme, la crise qui se prépare en Chine se situe à une échelle beaucoup plus grande que celle de 1997, et ce d'autant plus qu'elle se combine avec une contraction des débouchés aux USA et en Europe. La théorie du « découplage » entre la croissance insolente de la Chine et la faible croissance des autres puissances impérialistes vit ses derniers moments. La Chine ne pourra pas jouer seule le rôle de locomotive de la croissance mondiale, et encore moins se muer en sauveur du capitalisme en crise : c'est cette réalité qu'exprime la fin de non-recevoir brutale opposée par Gao Xiping, président du fonds souverain *China Investment Corp*, à un éventuel renflouement des banques européennes par des fonds chinois : « *Nous ne sommes pas des sauveteurs, nous devons nous sauver nous-mêmes* » (*Wall Street Journal* 26/09/2011). En Chine comme ailleurs, la crise accumule les éléments d'une catastrophe sociale et économique majeure qui alimentera de gigantesques affrontements de classes.

---

### La prétendue « reprise » n'était que la conséquence des plans de sauvetages du capitalisme

---

Pour les impérialismes, le tableau est très clair : une croissance nulle ou négative conjuguée à des niveaux d'endettement exorbitants. Mais l'on ne peut se contenter de simplement relever ces chiffres de croissance alarmants. Il nous faut faire la lumière sur les raisons immédiates de ce fléchissement et les enseignements qu'elles peuvent nous apporter.

Lorsque nous ironisons sur la prétendue « reprise » – cette camelote que tous, des gouvernements aux dirigeants syndicaux ont tenté de nous vendre –, il ne s'agit pas de nier que la crise ait connu une période d'accalmie après la tempête des années 2008 et 2009 ni que certains pays, les États-Unis et l'Allemagne en tête, soient techniquement sortis de la récession. Mais, il est d'abord essentiel de noter que toute cette amélioration temporaire de la situation s'est faite au profit des entreprises et de leurs actionnaires, comme l'indique par exemple une étude réalisée par une université américaine et révélée par le site du *New York Times* (30/06/2011) : « *Entre le deuxième trimestre de 2009 et le quatrième trimestre de 2010, le revenu réel national des États-Unis a augmenté de 528 milliards de dollars. Les bénéfices avant impôts des entreprises ont augmenté à eux seuls de 464 milliards de dollars tandis que les salaires réels et les traitements agrégés ont augmenté de seulement 7 milliards de dollars, soit seulement 0,1%. Au cours de cette période de six trimestres, les bénéfices des entreprises ont capturé 88% de la croissance du revenu national réel alors que les salaires et traitements agrégés ne représentaient qu'un peu plus de 1% de la croissance du revenu national réel.* » Ensuite, il est indispensable de dénoncer l'aveuglement et les mensonges que sont, d'une part le refus de désigner la cause de cette légère rémission de l'économie mondiale – à savoir les vastes plans de sauvetage mis en œuvre –, d'autre part la volonté farouche de la faire passer pour ce qu'elle n'est pas : le démarrage d'un nouveau cycle de production. En effet, le mode de production capitaliste est rythmé par des cycles, dont booms et crises constituent les deux versants. La crise est tout autant la conséquence des excès de la phase d'expansion passée, et l'expression de la nécessité de leur purge, que la condition indispensable à

l'enclenchement d'un nouveau cycle de production. Et c'est précisément ici que réside la contradiction qui étrangle actuellement les économies des pays capitalistes avancés.

Au fond, le problème est simple : la grande purge des déséquilibres amassés des années durant n'a pu aller à son terme. Si les gouvernements et les banques centrales n'étaient intervenues, il est hors de doute que la production se serait bien davantage effondrée, qu'un très grand nombre d'entreprises et de banques auraient fait faillite, qu'une quantité encore plus grande de capital aurait été soudainement détruite ou dévalorisée, et ainsi de suite. La crise n'en aurait été que plus brutale, plus profonde et les antagonismes de classes plus exacerbés. C'est précisément ce que les banques centrales et les gouvernements – instruits par la crise de 1929 – souhaitaient à tout prix s'épargner, injectant pour cela des milliers de milliards de liquidités dans les économies capitalistes, avec l'inébranlable conviction de pouvoir « se refaire » sur le dos des masses. Cela a permis de temporiser et d'atténuer la violence de la crise sans pour autant faire disparaître les contradictions réelles. Les plans de sauvetage du capitalisme ont tenu à bout de bras les pays capitalistes avancés, si bien que la prétendue reprise n'était en vérité que la conséquence prévisible du soutien des états à l'économie et sûrement pas le signal de l'ouverture d'un nouveau cycle de production ; au contraire !

A cet égard, la brochure de Stéphane Just sur les crises de l'impérialisme (*Aperçus sur les crises à l'époque impérialiste*) est très instructive, particulièrement ce passage dans lequel il évoque les « *conditions du redémarrage d'un nouveau cycle [...]. Ce sont la liquidation d'une masse plus ou moins grande de capital sous ses formes capital-marchandise, capital-instruments de production ; la dévalorisation générale du capital ; la baisse de valeur de la force de travail et l'aggravation de son exploitation intensive et extensive ; la liquidation par défaut d'une partie de l'endettement.* » Baisse de la valeur de la force de travail et exploitation mises à part, c'est précisément tout ce que les gouvernements ont cherché à

esquiver en mettant en œuvre leurs nombreux plans de sauvetage du capitalisme.

En agissant ainsi, les gouvernements bourgeois ont empêché la crise d'épuiser ses fonctions, de procéder à la grande dévalorisation de capital rendue indispensable, et ont artificiellement soutenu l'activité. Par leurs actions, ils ont momentanément enrayer ce processus d'épuration et de correction des déséquilibres accumulés année après année, de sorte qu'aujourd'hui, tout enclenchement d'un nouveau cycle de production semble illusoire. C'est la contradiction qui s'affirme avec force en ce moment : évitant que la crise n'aille à son terme, les gouvernements se sont épargné des conséquences désastreuses pour un bref laps de temps ; mais, par là même, ils ont dressé des entraves majeures au redémarrage de l'économie sur la base d'un

nouveau cycle. Les capitalistes ont chassé la récession par la porte, mais voilà que la crise de la dette toque à la fenêtre !

C'est exactement ce que percevait dès 1996 Stéphane Just : « *La couverture de tous ces krachs et crises, à tout le moins la limitation de leurs conséquences, ont jusqu'à présent été assurées par les Etats bourgeois, naturellement au détriment des finances publiques. Cela durera jusqu'au jour où ils se répercuteront en chaîne et ne pourront plus être couverts, d'autant plus que le crédit des Etats bourgeois est lui-même vacillant et que la couverture de ces krachs et crises contribue à le ruiner* » (« Conjoncture économique et capital fictif, flottant et spéculatif », CPS n°60). Ce qui n'était qu'une perspective en 1996 s'impose aujourd'hui comme une réalité.

---

### **La multiplication des offensives contre les acquis ouvriers : la seule solution de la bourgeoisie face à l'aggravation de la crise de surproduction**

---

Il est ici l'occasion de discuter une question importante. Contrairement à ce que certains laissent entendre actuellement, et particulièrement les appareils syndicaux, ce ne sont ni la fin des mesures de soutien, ni les « plans de rigueur » qui sont *fondamentalement* à l'origine de l'approfondissement de la crise. C'est prendre la question à l'envers.

Il est évident que l'amenuisement du soutien des états bourgeois fait disparaître l'apparence de la « reprise » qu'il avait su créer, tout autant qu'il n'y a pas de doute concernant le fait que les attaques contre les conditions de travail et d'existence des masses réduit encore davantage la sphère de la consommation. Mais y voir *l'origine* de l'aggravation de la crise est un contresens car ces offensives contre le prolétariat ne sont pas autre chose que la réponse nécessaire de la bourgeoisie à l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Autrement dit, ce ne sont pas les « plans d'austérité » qui mènent à la crise, bien qu'ils puissent l'alimenter ; c'est au contraire la profondeur de cette crise et sa réapparition soudaine qui forcent la bourgeoisie à multiplier ses attaques pour augmenter l'exploitation de la force de travail et baisser son coût. Fondamentalement, ce n'est pas non plus l'arrêt des plans de soutien du capitalisme qui précipitent les économies dans la récession, mais c'est la réaffirmation de la crise qui impuissante ces interventions et les rend donc très coûteuses et de plus en plus inutiles pour la bourgeoisie. Laisser entendre que l'on pourrait s'épargner la crise en refusant ces offensives contre les acquis ouvriers, c'est ne rien comprendre à la crise du capitalisme.

Du reste, les appareils syndicaux non seulement ne mènent aucun combat réel en défense de ces acquis, mais prennent en charge toutes les attaques via le « dialogue social ». Mais leurs « théories » ne visent à rien d'autre qu'à accréditer l'idée qu'il y aurait une autre voie, un « meilleur chemin » permettant de sortir de la crise... dans le cadre maintenu du mode de production capitaliste.

Dans ce contexte, des augmentations de salaires, tout comme la persistance d'acquis collectifs, *a fortiori* leur amélioration, pèseraient encore davantage sur le taux de profit et seraient donc des facteurs d'aggravation de la crise du capitalisme. Bien entendu, ce n'est pas une raison

pour ne pas revendiquer des augmentations de salaires ou la création de postes supplémentaires, mais sans les présenter comme une solution alternative à la crise du capitalisme comme le font actuellement les organisations et partis issus du mouvement ouvrier.

En effet, cette crise du capitalisme est d'abord et avant tout une crise de surproduction. Surproduction dans l'immobilier aux États-Unis, en Espagne et en Irlande. Surproduction également dans l'industrie automobile aux États-Unis toujours, en France, en Allemagne ou en Chine notamment. Par exemple, en Espagne, entre 1997 et 2006, 5,5 millions de logement neufs étaient construits tandis que seulement 3,5 millions de nouveaux ménages se constituaient. Et une immense partie de ces logements consistaient en des résidences secondaires. Pour l'industrie automobile, une étude d'un cabinet (KPMG) auprès de cadres des plus grandes firmes évaluait en 2009 les « surcapacités » entre 20 et 30% aux États-Unis. Le président de General Motors en Europe estimait récemment que ce chiffre était de 15 à 20% pour le marché européen.

Or c'est afin d'absorber cette surproduction de marchandises que le recours à l'endettement s'est accru considérablement ces dernières décennies, au plus grand profit des banques. Ainsi en 2007, le taux d'endettement des ménages en pourcentage de leur revenu disponible, se situait à 176% en Irlande, 145% en Angleterre, 138% aux États-Unis et 115% en Espagne. Mais c'est aussi précisément ce levier qui s'est brisé en 2008, précipitant le monde dans la pire crise de surproduction depuis 1929 : soudainement, des millions de marchandises ne trouvaient plus de débouchés, empêchant ainsi la réalisation de la plus-value qu'elles contenaient.

Pour un temps, les états ont pris le relais, mais à présent que la crise de la dette atteint son paroxysme, seule une purge violente des moyens de production, capital et force de travail, est en mesure de rouvrir un éventuel cycle d'accumulation de capital. Ce qui ne signifie rien d'autre que d'une part, une dévalorisation massive de capital, et, d'autre part, de multiplier les offensives les plus barbares contre les acquis ouvriers et d'intensifier l'exploitation de la force de travail.

---

## Au sommet de la bourgeoisie, la confusion et la désorientation la plus grande règnent

---

Dans ce contexte d'aggravation brutale de la crise du capitalisme, ce qui prédomine actuellement c'est l'incapacité la plus totale des gouvernements bourgeois et des capitalistes à comprendre un tant soit peu ce qui se déroule ; ils naviguent à vue et sont dans l'improvisation la plus grande. Le communiqué issu du G7 du 9 septembre l'illustre parfaitement : « *Impavides face à la tempête boursière et médiatique qui a soufflé toute la journée du vendredi 9 septembre, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni), réunis à Marseille, ont publié dans la soirée un communiqué baptisé "termes de référence agréés" qui procède de la méthode Coué. [...] Le dernier paragraphe du communiqué est un aveu d'impuissance. "Nous allons travailler avec nos collègues du G20 et du Fonds monétaire international au rééquilibrage de la demande et au renforcement de la croissance mondiale", écrivent les "7". Ils n'en ont guère les moyens et ce sont les treize autres pays du G20 qui vont peut-être éviter une rechute en récession.* » (Le Monde 12/09/2011).

Le modeste plan de relance d'Obama annoncé en septembre, succédant aux monstrueuses coupes budgétaires de juillet, démontre également l'ampleur des

doutes et des hésitations qui saisissent la classe bourgeoise : « *Le plan présenté par le président américain a été accueilli par des critiques de certaines organisations patronales et des encouragements mêlés de scepticisme par certains syndicats d'employés. "Nous sommes déçus que le président n'ait présenté aucune idée nouvelle", a réagi un syndicat patronal de la construction, Associated Builders and Contractors dans un communiqué. Un son de cloche semblable est venu d'une des principales organisations d'industriels, la NAM, pour qui "le président a malheureusement faux sur toute la ligne ce soir". Pour la NAM, ce que M. Obama aurait de mieux à faire pour soutenir l'emploi serait de forcer le Congrès à ratifier les accords de libre-échange.* ». Seule demeure la certitude instinctive que l'éventuelle sortie de crise passerait nécessairement par l'éradication de toutes ces conquêtes sociales qui, plus que jamais, pèsent sur le taux de profit et entravent le processus d'accumulation du capital.

En somme, maintenant que la crise s'approfondit, les mesures de soutien à l'économie laissent place aux attaques frontales contre les acquis ouvriers tandis que la vague de défauts souverains apparaît de plus en plus imminente : l'indispensable purge se réaffirme avec force.

---

## Aperçu théorique sur la question de la dette

---

Jusqu'à présent, nous avons choisi de laisser la question de la dette relativement de côté. C'est une façon de mettre l'accent sur le fait que la crise de la dette est bien davantage une conséquence qu'une cause du problème réel qu'est l'arrêt du moteur économique.

Un titre de dette est simplement la preuve de l'octroi d'un crédit. Lorsqu'une entreprise lève des fonds, lorsqu'elle contracte un crédit sur le marché, elle émet des titres de dette dont les prêteurs se retrouvent possesseurs. Mais la dette d'un état n'est pas tout à fait de même nature que la dette d'une entreprise. Laissons la parole à Louis Gill : « *Comme exemple privilégié de capital fictif, Marx donne le cas de la dette publique contractée par l'État pour financer ses dépenses courantes. Contrairement à la dette de l'entreprise privée, qui est reliée à des dépenses d'investissement et qui représente un capital dont la fructification doit procurer les moyens de rembourser la dette à son échéance et de payer entre-temps les intérêts périodiques, la dette publique nécessaire au financement des opérations courantes de l'État n'a rien d'une dépense de capital, même si les intérêts versés à intervalles fixes aux créanciers de l'État apparaissent comme le revenu d'un capital. Le « capital » en question est ici purement fictif. Les sommes prêtées à l'État n'ont pas été investies « comme capital », mais dépensées « comme revenu ». Elles ont été « mangées », dépensées par l'État ; elles n'existent plus. La source des intérêts versés aux créanciers de l'État n'est pas le revenu d'un capital qui aurait fructifié, puisqu'un tel capital n'a pas été constitué, mais les revenus de l'impôt perçu par l'État. "Le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'État, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'État n'existe*

plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même" (Marx) » (Louis Gill, *Fondements et limites du capitalisme*).

Si fictive et improductive soit elle comme capital, la dette publique s'est affirmée comme une nécessité. Elle s'est d'abord accrue au rythme des guerres et des levées de fonds colossales que celles-ci imposaient. Ensuite, comme nous l'explique Louis Gill, « *si l'intervention de l'État [et a fortiori la dette publique ndr] s'est instituée comme politique économique générale, c'est qu'elle était vue comme le moyen de résoudre l'impasse dans laquelle se trouvait l'accumulation privée. Le point de départ se trouve donc dans les difficultés de l'accumulation du capital, ses blocages périodiques dans les crises et plus particulièrement dans la plus violente que le monde ait connue, la crise de 1929, suivie par la longue dépression des années trente.* »

Ainsi, la dette publique est avant tout et surtout la conséquence mécanique des tentatives récurrentes des gouvernements bourgeois de surmonter la crise chronique du capitalisme due à la baisse tendancielle du taux de profit. Aides toujours plus nombreuses aux entreprises, baisses des impôts pour les plus aisés, accroissement des dépenses de sécurité et militaires, ainsi qu'intérêts sur la dette, voilà ce qui a contribué à gonfler cette dette publique depuis des années. Par exemple, un rapport de l'INSEE indique : « *Depuis 1999 l'ensemble des mesures nouvelles prises en matière de prélèvements obligatoires ont ainsi réduit les recettes publiques de près de 3 point de PIB [...] A titre d'illustration, en l'absence de baisses de*

*prélèvements, la dette publique serait environ 20 point de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 points de PIB.* » ! Et l'explosion de la crise a poussé ce soutien au capitalisme à une échelle inconnue auparavant : sauvetage et renflouement des banques, subventions à l'industrie automobile, baisse de charges et d'impôts pour de multiples secteurs...

L'exemple d'états se trouvant aujourd'hui au bord de la banqueroute démontre clairement le caractère insoutenable de cette stratégie. Ce mouvement d'accroissement continu

de la dette publique, qui accompagne les tentatives récurrentes de dépasser les obstacles à l'accumulation du capital, finit à terme par en ériger de nouveaux tout aussi insurmontables. La crise de la dette souveraine qui sévit depuis deux ans déjà en Europe, et qui, toute proportion gardée, rattrape actuellement les États-Unis, achève de démontrer que c'est le mode de production capitaliste dans son ensemble qui fait faillite. Et face à cela, la seule revendication véritablement révolutionnaire est celle de l'annulation de la dette publique.

---

### **Le « plan d'aide à la Grèce » : Sarkozy et Merkel au secours des banques françaises et allemandes**

---

La crise de la dette grecque continue de tétaniser l'Europe ainsi que de faire planer une ombre menaçante sur l'ensemble de l'économie mondiale, particulièrement sur le système bancaire, et cela en dépit du scandaleux plan de sauvetage entériné courant juillet. Si la bourgeoisie allemande a semblé plus encline que la bourgeoisie française à « faire participer le privé » – cela sans doute parce que le capitalisme bancaire français, extrêmement concentré et constitué de certaines des plus grosses banques mondiales, a davantage de poids politique que son homologue allemand –, il est un point fondamental sur lequel Sarkozy et Merkel se sont parfaitement entendus : si plan de sauvetage de la Grèce il devait y avoir, celui-ci devait être un plan de sauvetage des créanciers de la Grèce ! Ce n'est pas la trompeuse « participation volontaire » des investisseurs qui suffira à masquer la nature exacte de ce plan de sauvetage : un hold-up au profit des banques !

Voilà ce qu'en disait un économiste dans une tribune du *Monde* (15/08/2011) : « L'accord obtenu à Bruxelles pourrait difficilement être plus défavorable pour le contribuable, la décote sur les créances grecques s'élevant déjà à près de 50 % [La décote étant la perte de valeur pour les capitalistes effectivement mesurée à travers le prix extrêmement réduit auquel s'échangent aujourd'hui ces titres sur les marchés financiers] ! Outre la possibilité d'échanger leurs anciens titres contre des nouveaux, les investisseurs privés, eux, profitent également des nouvelles garanties du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Étant donné que l'État grec reste endetté à hauteur de plus de 130 % de son produit intérieur brut

(PIB), une nouvelle réduction [décote, ndlr] nettement plus draconienne est inéluctable à moyen terme - laquelle sera intégralement répercutée sur l'impôt. Les créanciers privés ne l'ignorent pas non plus et prendront part à la restructuration "sur la base du volontariat". La participation du secteur privé s'avère donc être une duperie, et ledit plan de sauvetage est avant tout un cadeau royal aux banquiers et autres détenteurs de dette grecque. Les commentaires de Nicolas Sarkozy, qui a vu dans l'accord décroché à Bruxelles le premier pas vers un gouvernement économique européen, étonnent si l'on considère un volet politique de l'accord particulièrement déshonorant : les aides publiques en faveur de la Grèce - dont le montant total pourrait s'élever à 200 milliards d'euros - tomberont pour l'essentiel dans l'escarcelle des 5 % de familles les plus fortunées du pays (on sait qu'aux États-Unis comme partout dans le monde, les 5 % de familles les plus argentées possèdent quelque 70 % des capitaux financiers). La socialisation de la dette grecque équivaut donc à un généreux transfert au profit des nantis. ».

Ces dernières semaines, la situation prend même une tournure grotesque depuis que la Finlande exige une garantie en capital pour sa contribution au plan d'aide. Si d'aventure cette revendication était satisfaite, ce qui ne manquerait pas de faire surgir la même revendication de la part d'autres pays, comme le constate amèrement un éditorial du *Monde* (30/08/2011), « on aboutirait à ce paradoxe : pour être secourue, la Grèce devra déboursier à hauteur de l'aide qui lui est promise. Autant dire que le plan de sauvetage grec serait mort-né. »

---

### **La Grèce ne pourra rembourser, l'Europe menace d'implorer**

---

Cependant, même bien vivant, cet accord ne résout rien. Il ne fait que transférer encore une fois la charge de l'inévitable restructuration de la dette du secteur privé au secteur public, des capitalistes aux travailleurs. Car quelqu'un devra nécessairement payer en plus des Grecs : « Les chiffres grecs sont effrayants. En 2009, le déficit public a atteint 15,5% du PIB et la dette 127,8% du PIB. En 2011, le déficit sera ramené à 7,9%, mais la dette va continuer son envolée à 152,6% (environ 350 milliards d'euros). Un déficit en grande partie dû au paiement des intérêts de la dette : le déficit « primaire » [déficit n'intégrant pas les montants consacrés au remboursement des intérêts sur la dette, ndlr] ne sera en effet que de 1,5%. En clair, l'austérité ne fait que commencer. Il faudra au moins vingt ans pour que la Grèce ramène sa dette

publique à 60% du PIB, et encore, à condition de dégager un excédent budgétaire primaire annuel compris entre 8,4% et 14,5% du PIB, en fonction du scénario de croissance retenu, selon une étude du centre de réflexion économique Bruegel. Mission impossible selon ses auteurs : "Cela implique de consacrer entre un cinquième et un tiers des impôts au remboursement de la dette publique. Au cours des cinquante dernières années, aucun pays de l'OCDE, sauf la Norvège grâce à ses revenus pétroliers, n'a dégagé de façon permanente un surplus primaire de plus de 6% du PIB." Même si la Grèce restaure sa compétitivité, même si la croissance est au rendez-vous, l'horizon paraît définitivement bouché. » (*Libération* 28/02/2011). Et dire qu'en plus la croissance n'est pas franchement au rendez-vous !

En fin de compte, pour les impérialismes européens, le coût d'un maintien de la Grèce dans la zone euro paraît de plus en plus lourd à porter et contribue à exacerber leurs rivalités, en particulier celle opposant les impérialismes français et allemand, chacun cherchant à reporter au maximum le paiement de l'ardoise grecque sur les épaules de ses concurrents. A terme, derrière la volonté unanime de saigner le prolétariat grec et de secourir les banques, les tensions croissantes entre les différents impérialismes européens prendront une tournure similaire à celles mettant aux prises les capitalistes individuels en période de crise selon un processus décrit de manière imputoyable par Marx dans le *Capital* :

*« Tant que tout va bien, la concurrence [...] joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste : celle-ci se répartit collectivement le butin*

*commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfiques mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis ».*

Un tel combat entre « frères ennemis », pour savoir quelle part chaque impérialisme supportera des pertes inévitables liées à la dette grecque ne peut qu'aboutir à une dislocation de la zone euro, d'autant que d'autres pays, comme une chaîne de dominos, s'apprentent à connaître la même descente aux enfers que la Grèce, ainsi qu'en témoigne la nouvelle dégradation des notes espagnole et italienne par les agences de notations.

### Les banques à l'agonie...

La question de la dette publique est intimement liée à celle des banques. A la fois parce que les banques sont les premiers acheteurs de ces dettes publiques – les enchères à travers lesquelles les états émettent leurs titres de dette étant réservées à ces conglomérats bancaires (20 au total en ce qui concerne la France) qui se chargent ensuite de les revendre sur le marché secondaire, mais aussi parce l'explosion de ces niveaux d'endettement public est la conséquence directe du sauvetage de ces banques par les états depuis 2008 : *« Entre le dernier trimestre de 2008 et fin 2010, la plus grande part de l'aide aux banques européennes a pris la forme de garanties, soit 757 milliards d'euros, ou encore 61% du total des aides, a-t-il indiqué [Joaquin Almunia, de la Commission Européenne, ndlr]. Les injections de capital ont représenté 303 milliards d'euros, les mesures de soutien aux actifs fragilisés 104 milliards et les mesures de liquidité 77 milliards, a-t-il précisé. Les banques du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne ont reçu 60% du total de cette aide. »* (AFP, 04/10/2011)

Dans une espèce de sombre remake de 2008, les banques se retrouvent aujourd'hui au cœur de la tourmente comme l'illustre au plus au point la faillite de Dexia. Après s'être goinfrées de toutes sortes d'actifs pourris assis sur des prêts immobiliers notamment, les banques ont été renflouées par les États et les banques centrales. A présent, les voilà gorgées des dettes qu'ont contractées ces mêmes États afin de faire face à la crise, et donc, pour partie, afin de sauver leurs créanciers actuels ! Et maintenant que certains de ces États semblent acculés au défaut de paiement, les banques apparaissent à nouveau comme la pièce essentielle du mode de production capitaliste qui menace de rompre, ce qui ne manquerait pas d'accélérer et d'amplifier la récession se profilant.

Depuis le début de l'été, les banques subissent les foudres de la bourse. Ainsi, les cours de la Société Générale, de BNP-Paribas et du Crédit Agricole, qui font partie des plus grandes banques mondiales, se sont effondrés de respectivement 56%, 60%, et 57% depuis juillet. De partout les appels à la recapitalisation des banques européennes surgissent. De partout, sauf d'Europe bien sûr. Car celle-ci est dans un déni de réalité. Les « stress tests » organisés au printemps, les seconds, beaucoup plus

stricts nous avait-on dit, sont parties intégrantes de cette mascarade, en sous-évaluant les besoins de capitaux. Il y a une raison à cet aveuglement. Seuls les états seraient en mesure d'apporter ces fonds propres et ils n'en ont tout simplement pas les moyens, tout comme ils n'ont plus véritablement les moyens de renflouer la Grèce. Il n'y a guère que le flot continu de liquidités apportées par les banques centrales (500 milliards quotidiennement selon une dépêche Reuters du 4 octobre) qui permette aux banques de limiter la casse. Mais sûrement pas de guérir. Et derrière les banques, c'est toute l'activité économique qui est menacée par une contraction brutale du crédit.

Que les banques soient à nouveau au centre de la crise n'est pas anodin. Les banques constituent de gigantesques sociétés qui concentrent entre leurs mains une quantité astronomique de capitaux. En cela, elles sont le rouage fondamental du capitalisme qui permet d'abreuver les différents secteurs en crédit et de réallouer les excédents financiers des uns vers les besoins financiers des autres. Mais il s'agit surtout d'un parasitisme qui absorbe une part disproportionnée des profits et dicte des taux de rentabilité très élevés, asphyxiant littéralement l'activité réelle.

Face à cette situation, le mot d'ordre d'annulation des dettes ne se suffit pas à lui-même. Il doit impérativement se doubler de celui de l'expropriation des banques et de l'étatisation du système de crédit pour en finir avec ce gigantesque parasitisme.

Or une telle perspective est indissociable de la question du pouvoir, et de quelle classe doit le détenir, question fondamentale mise en avant par Trotsky dans la partie du Programme de transition consacrée à l'expropriation des banques :

*« Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. [...] Cependant, l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État passe lui-même des mains des exploiters aux mains des travailleurs ».*

---

### ... les gouvernements bourgeois à l'offensive

---

Terrifiés d'une part à l'idée de voir les pourvoyeurs de fonds du marché se détourner d'eux ou la note de leur dette abaissée – les deux s'auto-entretenant –, et conscients de la charge écrasante que constituent de tels volumes de dettes, les gouvernements européens rivalisent de coupes budgétaires. Aux États-Unis aussi, à l'issue d'une bataille politique intense, Républicains et Démocrates viennent de parvenir à un accord concernant au moins 2 400 milliards de dollars de « réduction de déficit » au cours des dix prochaines années. Il s'agit là, répétons-le, du plus grand « plan d'austérité » de toute l'histoire.

Il faut d'emblée souligner qu'il n'est absolument pas question d'une quelconque « dictature » des marchés financiers, c'est-à-dire d'une sorte d'autonomie et de toute puissance du système financier qui serait en mesure « d'interdire toute politique autre que celle de l'austérité », comme l'affirme Mélenchon (*Le Monde* 23/08/2011) ! La seule chose qui interdit tout autre politique, c'est le capitalisme, la loi du profit. Laisser entendre que Sarkozy, Merkel et consorts – tenus en joue par une horde de spéculateurs sanguinaires – n'ont pas d'autres choix que la rigueur est une bien basse mystification. Qui a décidé de sauver à maintes reprises les plus grands généraux de cette prétendue junte financière ? Qui a encore décidé de les mettre à l'abri de toute restructuration de la dette grecque ? Avec qui ceux-ci dinaient-ils le soir du 6 mai 2007 au Fouquet's ? Cela ne remet pas en cause l'idée que les intérêts et les méthodes des uns et des autres peuvent parfois diverger à la marge.

Mais dans les circonstances présentes, gouvernements bourgeois et banquiers partagent bien davantage d'objectifs que l'inverse. Et en premier lieu, celui de faire payer cette crise aux masses. Alors vouloir opposer les gouvernements et les marchés financiers relève ou d'une méconnaissance crasse de la réalité ou bien d'une funeste stratégie de confusion.

En somme, l'accord sur la Grèce n'est-il pas justement la démonstration éclatante que les états bourgeois européens, la France et l'Allemagne en tête, refuseront jusqu'au bout de s'attaquer aux investisseurs et aux banques, c'est-à-dire de mettre en cause les intérêts d'une minorité ? Mais qui pouvait en douter ? Par contre, capitalistes et gouvernements bourgeois semblent plus que jamais résolus à faire payer chèrement aux prolétariats la préservation hors de toute atteinte de leurs privilèges en amplifiant et en démultipliant les attaques contre les acquis sociaux et contre les conditions de travail et d'existence des masses. « Massacre à la tronçonneuse » dans les budgets sociaux, baisse des salaires nominaux (en France les ouvriers de la *Fonderie du Poitou Aluminium* filiale du groupe Montupet vont voir leur salaire baisser de 25%), licenciements et fermetures d'usines de plus en plus nombreux dans l'industrie, destruction du droit à la santé et à l'éducation, augmentation des impôts et des taxes, mise au travail forcée des chômeurs et autres « inactifs », partout dans le monde, voici les perspectives qu'offre cette classe qui s'agrippe violemment à ses privilèges, qui défend féroce ses intérêts.

---

### La Grèce, « berceau » de la barbarie du capitalisme agonisant

---

Mais c'est encore vers la Grèce qu'il faut se tourner pour apercevoir ce qui attend les prolétariats dans nombre de pays : un recul brutal de plusieurs décennies en arrière, l'éradication pure et simple d'une kyrielle de conquêtes ouvrières. Rien qu'en évoquant les dernières mesures prises le 21 septembre, on perçoit cette régression sauvage imposée aux masses grecques : « *Les retraites supérieures à 1200 euros par mois seront réduites de 20 %. De même pour les retraites des fonctionnaires parties avant 55 ans, également diminuées. Trente mille fonctionnaires seront concernés par un programme de "mise en réserve" cette année. A savoir qu'il leur sera versé 60 % de leur salaire et qu'ils auront douze mois pour trouver un nouvel emploi dans le secteur public, sous peine de perdre leur emploi. Le seuil de non-imposition sera abaissé à 5 000 euros de revenu annuel, contre 8 000 euros, et même 12 000 avant juin. La nouvelle taxe sur l'immobilier, hautement impopulaire dans un pays où 70 % des personnes sont propriétaires, sera prolongée jusqu'en 2014. Elle devait à*

*l'origine expirer l'an prochain. Les réformes et les privatisations seront accélérées. Selon le correspondant du Monde à Athènes, ce plan prévoyait aussi une augmentation de la taxe sur le fioul domestique. Les salaires de milliers de fonctionnaires devaient également être diminués. »* (*Le Monde* 21/09/2011). Cela ne fait que rappeler la détermination infaillible de la bourgeoisie à écraser et à exploiter les masses pour sauver le capitalisme qui, il faut le redire, n'a pour seules limites que la capacité de résistance des masses elles-mêmes. Rien ne pourra s'y substituer.

Cette capacité de résistance des masses est elle-même liée à sa capacité à réunir des conditions politiques : imposer la réalisation du front unique de ses organisations, imposer la rupture de ses dirigeants avec la bourgeoisie et ses gouvernements. C'est à partir de là que pourra se dégager la seule issue réelle à la crise pour le prolétariat : en finir avec le capitalisme et pour cela établir son propre pouvoir.



## Les militants interviennent et informent C.P.S.

### Intervention d'un conducteur de Rueil Ligne A faite lors de l'assemblée de rentrée des militants de l'Union syndicale CGT-RATP, le 9 septembre 2011

Il n'y a pas eu d'intermède pendant l'été pour la crise économique et financière. Ce qui domine désormais, en France et dans la plupart des pays, c'est l'augmentation régulière du chômage, l'extension de la pauvreté et de la précarité, Après les plans de relance, « le spectre de la récession, que l'on croyait chassé depuis 2010, rôde à nouveau ». (Le Monde)

Camarades, on ne peut se dérober à cette réalité : la société capitaliste est malade. L'économie capitaliste s'enfonce dans la nouvelle phase de sa crise. Il y a 3 ans, il leur a fallu sauver le système bancaire d'une crise cardiaque fatale et l'ensemble de l'économie du chaos que cela aurait provoqué. On appliqua la « règle d'or » bien connue des capitalistes : privatiser les profits, nationaliser les pertes. Résultat : un endettement public effréné, fantastique, des déficits publics records, et ce, dans tous les pays. Mais rien de ce point de vue n'a été réglé : les risques de faillite des banques se révèlent à nouveau. En cause, désormais, les « sauveurs » d'hier, les Etats, leur solvabilité, c'est-à-dire leur capacité d'honorer leurs dettes. Y compris les Etats-Unis (baisse de la « notation »).

Le cas de la Grèce est éclairant. Malgré les tourments infligés aux masses laborieuses depuis un an et demi (le Fmi exigeait « une baisse des coûts » de 25%), le gouvernement vient de lâcher que la situation devenait « hors contrôle ».

Cela vaut pour chaque bourgeoisie et son gouvernement : pour rétablir leur économie, tous ces nouveaux « plans de rigueur », même appliqués avec la plus grande rudesse, ne suffiront pas. Le capitalisme est dans une telle crise que, pour tenter de la surmonter, ils n'auront de cesse de lancer les offensives les plus brutales contre les moyens de subsistance des travailleurs et de la jeunesse, contre l'ensemble des acquis, pour les briser.

\*

La Ratp n'échappera pas à la crise. D'autant moins qu'elle s'est engagée depuis longtemps dans une voie qui doit la transformer en « une entreprise comme les autres », une entreprise dont le moteur est purement et simplement le profit, une entreprise privée comme France Télécom, par exemple.

La Ratp de naguère, flanquée de discrètes filiales, a progressivement laissé la place à l'ambitieux groupe Ratp, dont la Régie n'est plus qu'une composante, majoritaire, mais décroissante (alors que monte Ratp Dév, société privée).

Un groupe aux ambitions capitalistes bien affichées (« top 5 mondial »), à la recherche de la « productivité », la rentabilité, la « performance », maximales. Et, en contrepartie pour les personnels : restructurations sur restructurations, réorganisations, suppressions de postes, remises en cause des qualifications, polyvalence, dégradation des conditions de travail, extension de l'individualisation...

Des étapes marquantes ont été franchies, avec la disparition du monopole de la Ratp et de la SnCF en Ile de France, depuis l'entrée en vigueur, en décembre 2009, du « règlement européen sur les obligations de service public » (Osp) et la loi Orff (« organisation et régulation des transports ferroviaires »).

Les délais annoncés pour cette « mutation » ne doivent pas leurrer. Dans 3 mois, la constitution du département Gi (Gestionnaire d'infrastructure), destinée à séparer la Ratp de ses infrastructures, doit « préparer la mise en concurrence future de l'exploitation des lignes » du métro et du Rer. Présentée pour l'instant comme une simple « séparation comptable », l'opération doit permettre de faire sauter un verrou à la marche à la dislocation-privatisation de la Ratp.

Au ferré, la création du département Sem a abouti à la séparation des conducteurs et des catégories stations et gares.

A Bus, la Direction a commencé à donner un 1er aperçu de ce qu'il doit en coûter aux travailleurs, avec l'ouverture à la concurrence, pourtant prévue en ...2025 : une augmentation du temps de conduite de 54 min. par jour, et 19 min. dans une 1ère étape.

Quant à la catégorie des conducteurs, la Direction va inaugurer en novembre la ligne 1 automatisée : une 1ère mondiale, peut-être, mais surtout, sans précédent : la Ratp démontre qu'elle sait comment supprimer ainsi des centaines de postes de conducteurs du métro, « sans interrompre son exploitation », se prévaut la Ratp. Sans obstacle technique, sans opposition ! C'est une victoire pour la Direction.

\*

De plus en plus de collègues le disent : c'est la politique suivie par les directions syndicales, l'attitude vis-à-vis de la Direction, qui lui ont permis d'avancer avec succès. Il y a l'exemple majeur de la casse du règlement particulier des retraites, en 2007. Les bureaux syndicaux avaient refusé de se prononcer pour le retrait du projet de contre-réforme, d'appeler à la grève générale, réclamée dans les assemblées de grévistes. Et les bureaux syndicaux furent hués, dans les assemblées de fin de grève, aux cris de : « négociations-traison »...

Comment interrompre cette série ininterrompue de reculs sans dénoncer le « dialogue social » ? En commençant par le conseil d'administration, où la Direction fait passer ses orientations stratégiques, avec le vote des élus syndicaux (le programme d'investissement 2011...). Sans dénoncer le protocole de 2011 sur le droit syndical ?

N'est-ce pas, tout autant, un feu vert à la stratégie de la Direction et du gouvernement, quand une délégation de l'Union reçue par le Stif, lui déclare : « Nous ne considérons pas pour autant que la Ratp doive nécessairement réinvestir en Ile-de-France la totalité des bénéficiaires qu'elle tire du contrat Stif, comme certains le réclament. Cela reviendrait en effet à traiter la Ratp comme une régie régionale. Or, nous sommes attachés à son statut d'entreprise publique nationale et à rayonnement international. Etc. »

\*

La crise va exacerber la volonté de durcir et d'accélérer l'offensive contre les personnels. Alors quelle orientation opposer ?

La responsabilité des syndicats, c'est de faire prévaloir les intérêts, matériels et moraux, des travailleurs. Immédiatement, revendiquer et combattre pour :

- Pas un poste en moins, pas un agent en moins,
- Défendre la qualification,
- Contre toute augmentation du temps de travail. Contre toute modification de la réglementation et de l'organisation du travail, qui ne peuvent aujourd'hui que signifier intensification du travail.
- Pour le retrait des contre-réformes,
- Pas d'embauche hors statut du personnel...

Il faut mettre à l'ordre du jour l'exigence de l'annulation de l'opération « Gestionnaire d'infrastructure ».

Combattre la politique de la Direction commence par rompre avec elle, par refuser toute concertation : retrait de tous les organismes de participation, du conseil d'administration, des Cdep : à Bus, pour combattre le projet de la Direction d'augmentation du temps de conduite, démissionner du Cdep, n'est-ce pas le 1er acte de la riposte ?

Il va de soi que cette orientation ne vaut pas que pour la Ratp. Que l'unité des organisations syndicales se réalise et débouche sur un combat pour faire échec à la Direction et à la politique gouvernementale - et ce serait le coup d'envoi à une mobilisation générale des travailleurs pour briser l'offensive du gouvernement, le défaire et rendre possible la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières unies.

-----

## **Motions du courant Front Unique au CDFN de la FSU – 20-21 septembre 2011**

### **Motion 1**

#### **Non au remboursement de la dette ! Contre le budget 2012**

Au nom de la « lutte contre les déficits », le gouvernement Sarkozy-Fillon durcit toujours plus son offensive contre les travailleurs et la jeunesse, cherche à briser leurs acquis sociaux et en finir avec tous leurs droits.

Le CDFN de la FSU se prononce contre le remboursement de la dette au nom de laquelle sont menées ces attaques car cette dette n'est pas la nôtre.

Il se prononce contre le budget 2012 de mise en place de ces attaques.

Se placer radicalement en défense des travailleurs exige d'affronter le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Dans cette perspective, Le CDFN décide de préparer une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale contre le vote du budget de toute la classe ouvrière et de la jeunesse et lance un appel aux autres fédérations syndicales, la CGT, FO et avec l'UNEF pour l'organiser.

D'ores et déjà le CDFN décide que la FSU appellera à une manifestation le jour du vote du budget de l'Éducation Nationale. Il mandate de BN de la FSU pour contacter les autres syndicats de l'Éducation Nationale pour la convoquer dans l'unité.

*Pour : 3 ; Contre : 79 ; Abs : 7 ; RDV : 22*

### **Motion 2**

#### **Défense des décrets de 50**

Le CDFN de la FSU se prononce pour la défense inconditionnelle des décrets de 1950 régissant les statuts des personnels enseignants du second degré.

*Pour : 3 ; Contre : 87 ; Abs : 7 ; RDV : 16*

### **Motion 3**

#### **Rythmes scolaires**

Le CDFN de la FSU, réuni le 21 septembre 2011, constate que tant les rapports parlementaires que celui du comité de pilotage, sous couvert de rythmes scolaires, fournissent au gouvernement tout un ensemble de propositions contre l'enseignement public et les statuts des personnels.

Le CDFN rejette clairement le rapport du comité de pilotage et ses propositions notamment :

- nouvelle baisse des horaires hebdomadaires d'enseignement en primaire et au collège (conduisant à de nouvelles suppressions de postes)
- alignement des horaires école élémentaire/collège (pour généraliser les écoles du socle)
- allongement de l'année scolaire de 36 à 38 semaines avec suppression de 2 semaines de congés d'été
- remise en cause des horaires hebdomadaires et annualisation des temps de service (c'est-à-dire liquidation des statuts enseignants avec leurs obligations hebdomadaires de services)
- remise en cause du caractère national de l'enseignement public par le renforcement de l'intervention des collectivités territoriales dans les établissements scolaires

Le CDFN se prononce nettement :

- pour le maintien intégral des vacances d'été,
- contre la diminution du temps scolaire hebdomadaire pour les élèves,
- pour la défense inconditionnelle des statuts des personnels, contre la flexibilité et en particulier contre l'annualisation des services et la remise en cause de leur définition hebdomadaire,

Le CDFN s'oppose à toute remise en cause des acquis des personnels et refuse donc toute concertation avec le gouvernement sur la question des rythmes scolaires.

*Pour : 10 ; Contre : 74 ; Abs : 2 ; RDV : 2*

---

## Motion de la section SNES du lycée Raspail, Paris 14<sup>e</sup>

« Nous vivons dans un pays qui, sous couvert d'une résolution de l'Onu, mène depuis plusieurs semaines la guerre en Libye. Cette guerre est totalement illégitime.

Le gouvernement français qui fut le principal soutien de Ben Ali pendant des années (souvenons-nous d'Alliot-Marie qui lui proposait encore en janvier l'aide de la police française) n'a aucune espèce de légitimité pour parler de « démocratie » dans le monde arabe, ni où que ce soit en Afrique, sachant que l'Elysée et les grands groupes type Bolloré entretiennent de fort fructueuses relations avec maints dictateurs dont ils saluent sans broncher les « réélections » et couvrent sans chagrin les exactions.

Comme en Tunisie, comme en Egypte, ce sont aux peuples d'engager le combat pour leur propre liberté, qui n'est par contre qu'un prétexte pour les puissances qui mènent cette expédition impérialiste. Elles reprochent à Khadafi non d'être un tyran mais de ne pas être leur marionnette – et d'être assis sur un pétrole abondant. Il y a en ce sens une unité profonde entre cette guerre et la chasse aux réfugiés tunisiens que la police mène tous les jours à Paris... les deux sont également réactionnaires.

Et ce devrait être aux directions nationales des syndicats selon nous de prendre position pour l'arrêt immédiat de l'intervention militaire néo-coloniale en Libye. »

---

Motion présentée à la Commission Exécutive de la CGT Finances Publiques Paris, le 4 octobre 2011.

### Non au Remboursement de la dette ! Contre le budget 2012

Avec la « lutte contre les déficits », le gouvernement Sarkozy-Fillon entend poursuivre et aggraver sa politique visant à faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs, aux retraités et à la jeunesse, il cherche à briser leurs acquis sociaux et en finir avec tous leurs droits.

La CE de la CGT Finances Publiques Paris se prononce contre le remboursement de la dette au nom de laquelle sont menées ces attaques car **cette dette n'est pas la nôtre.**

Elle se prononce contre le budget 2012 qui vise à mettre en place ces attaques.

Se placer radicalement en défense des travailleurs exige d'affronter le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Dans cette perspective, la CE s'adresse à la direction nationale de la CGT Finances Publiques afin qu'elle se prononce :

- **Contre le remboursement de la dette ;**

- **Pour la préparation d'une manifestation centrale de toute la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Assemblée Nationale contre le vote du budget.**

- Et qu'elle s'adresse elle-même à la direction de la CGT pour qu'elle reprenne ces mots d'ordre , les mette en œuvre immédiatement et qu'elle s'adresse aux autres organisations syndicales pour convoquer cette manifestation dans l'unité.

*2 pour, 35 contre, 22 abstentions.*

**Liquidation de l'enseignement supérieur et de la culture, surexploitation :  
c'est le seul avenir que le capitalisme réserve à la jeunesse**

**Alternance, stages, « réforme » de la licence, privatisation des universités :  
Le gouvernement Sarkozy-Wauquiez en guerre contre la jeunesse  
pour lui faire payer la crise**

Comme il l'avait fait il y a quatre ans avec la LRU, loi d'autonomie et de privatisation des universités, le gouvernement Sarkozy a publié, en plein milieu des vacances d'été, une loi et un décret contre la jeunesse scolarisée qui visent le même but : organiser la surexploitation, remettre en cause le diplôme national, le droit à une qualification.

Sous le fouet de la crise, partout dans le monde, notamment en Europe, les gouvernements bourgeois multiplient ce type de plans visant à mettre en pièces toute forme d'enseignement supérieur public et gratuit pour le remplacer par des universités privées, concurrentes et payantes.

En parlant de la LRU, Henri Guaino, conseiller spécial de Sarkozy, parlait « *d'une véritable révolution* ». Toutes les « réformes » ultérieures s'inscrivent dans cette réforme générale de l'université cherchant à transformer toute formation intellectuelle en « marchandise » et à subordonner étroitement l'enseignement public et la recherche aux intérêts immédiats de la bourgeoisie française. Et même si à chaque fois ces « réformes » aggravent un peu plus les conditions d'accès aux études et les conditions de vie des étudiants, cela reste encore bien en deçà de ce qui est nécessaire à la classe bourgeoise. Et s'il fallait évaluer la distance qui reste à parcourir pour que cette dernière dispose d'une université conforme à ses intérêts, les frais d'inscription payés par les étudiants seraient une bonne unité de mesure. Ils atteignent aujourd'hui, en France, en moyenne 400 euros, dix à vingt fois moins qu'en Grande-Bretagne ou aux USA, pays qui

lui servent de modèle. C'est donc dans cette direction que s'inscrivent toutes les nouvelles « réformes » du gouvernement contre l'enseignement supérieur.

Mais la LRU ne fut pas seulement une étape décisive vers l'adaptation de l'université aux besoins du capitalisme français. Elle fut aussi pour le gouvernement Sarkozy-Fillon une revanche sur toutes les défaites politiques que la jeunesse étudiante et lycéenne a fait subir à la bourgeoisie en imposant en décembre 1986, au gouvernement Chirac, le retrait du projet de loi Devaquet, en 1994, au gouvernement Balladur, dont Sarkozy était le porte-parole, l'abrogation du décret instaurant les CIP, en avril 2006, au gouvernement Chirac-Villepin, le retrait du CPE.

Pour autant, cela ne signifie pas que Sarkozy et son gouvernement soient parvenus à domestiquer la jeunesse étudiante, à lui faire accepter les exigences du capital en lui faisant renoncer à ses aspirations à la culture, au savoir et à l'indépendance, et à lui faire intégrer les normes de l'exploitation capitaliste.

C'est donc à pas comptés que le gouvernement avance vers son objectif. Et pour cela, il s'appuie sur les appareils du mouvement ouvrier qui pèsent de tout leur poids pour défendre le mode de production capitaliste moribond. Ainsi, grâce à l'aide directe de l'UNEF, principal syndicat étudiant, et à la complicité active des directions des organisations syndicales ouvrières et enseignantes, le gouvernement a réussi à faire passer cet été la loi Cherpion et le décret sur la « *nouvelle licence* ».

**Apprentissage des 14 ans, alternance, stages :  
la loi Cherpion livre la jeunesse à la surexploitation capitaliste...**

Cette loi, dite pour « *le développement de l'alternance et de la sécurisation des parcours professionnels* », marque un profond recul des acquis de la jeunesse scolarisée. Elle abaisse à 14 ans l'âge requis pour entrer en apprentissage, remettant en cause le principe de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. Elle étend l'alternance à des types d'emplois jusque-là interdits dans ce cadre : intérim, emplois saisonniers (le jeune apprenti pourra avoir deux employeurs), emplois à domicile, etc. Objectif : plus d'un million de jeunes en alternance.

Cette loi « encadre » aussi les stages. C'est à ce titre qu'elle a obtenu le soutien appuyé de l'UNEF. Dans son communiqué du 18 juillet, cette organisation explique : « *La loi Cherpion : de nouvelles avancées sur les stages !* ». Mais - et tout est dans le « *mais* » - c'est « *une loi qui ne va pas assez loin sur la réglementation des stages. La loi devait permettre à l'origine l'interdiction des stages supérieurs à 6 mois, empêchant ainsi le recours*

*à des stagiaires pour remplacer un emploi salarié et complétant l'interdiction des stages hors cursus. Cette proposition a été amendée, autorisant des exceptions, et remettant en place le flou autour des stages hors cursus. Aucune évolution sur le montant de la rémunération n'a vu le jour dans la loi.* ».

En clair, l'exploitation d'une main-d'œuvre très qualifiée et très bon marché pourra continuer de plus belle. Un stagiaire est payé un tiers du SMIC (à peine 420 euros) par mois au bout du troisième mois de stage. Les stages durent de plus en plus longtemps et le nombre de stagiaires explose : « *les stagiaires étaient 800 000 en 2006, 1,2 million en 2008 et ils sont presque 2 millions aujourd'hui. On approche 10 % de la population active !* » (O. Latil, porte-parole du collectif Génération précaire dans *Le Monde Campus* du 29 mars 2011). Et ce n'est pas fini car le nouveau décret sur la licence va finir de systématiser le recours aux stages dans les cursus universitaires.

---

### ... avec la complicité des directions syndicales du mouvement ouvrier

---

La loi Cherpion reprend une bonne partie d'un accord national interprofessionnel signé le 7 juin 2011. Grandes bénéficiaires de cet accord taillé sur mesure, les organisations patronales (MEDEF, UPA et CGPME) l'ont signé, ainsi que la CFDT, la CFTC et la CGC. Pas FO ni la CGT, mais celles-ci ont participé de bout en bout aux négociations qui l'ont préparé, sans jamais remettre en cause fondamentalement la politique du gouvernement. FO signera même un des accords d'étape scellé le 7 avril. Cet accord résulte de la concertation sur « *l'emploi des jeunes* » lancée le 11 février dans les locaux du MEDEF. En avril 2009, Sarkozy avait déjà fixé le cadre des « solutions » à apporter au chômage des jeunes : « *Je veux miser sur les jeunes pour sortir de la crise. Les jeunes sont un atout pour la compétitivité de la France* ». En clair, il disait vouloir faire payer cette crise aux jeunes, les utiliser pour disposer d'une main-d'œuvre à bon marché et servir les intérêts du capital français sur la scène de la concurrence économique mondiale. Et pour concrétiser cette politique, il annonçait : « *l'Etat va investir 1,3 milliard d'euros* » pour « *la formation, l'apprentissage et la professionnalisation des jeunes* » et non pour « *l'assistantat* » : « *l'argent public, je veux qu'il finance*

*l'emploi, pas le chômage. Je suis venu vous dire que vous aurez une formation et un emploi, pas que vous allez survivre avec une allocation sociale pour rester chez vous* ». Laurence Parisot, présidente du MEDEF, applaudissait chaudement : « *le MEDEF approuve sans réserve le plan pour l'emploi des jeunes, et considère que les annonces du Président de la République sont une excellente nouvelle pour la génération de jeunes Français qui aujourd'hui aspire à découvrir le monde de l'entreprise.* »

Son enthousiasme se comprend : stages plus alternance, ce sont des millions de jeunes que le gouvernement livre ainsi à la surexploitation, pour remplacer les emplois salariés encadrés par le droit du travail. En leur déniaient le droit de jouir des conquêtes ouvrières arrachées de hautes luttes, le patronat et le gouvernement à sa solde instrumentalisent la jeunesse pour faire baisser la valeur de la force de travail en brisant ces acquis. Ils ne peuvent le faire sans la complicité active des directions des organisations du mouvement ouvrier. Le silence complice que ces dernières observent aujourd'hui sur cette loi tout juste promulguée est un nouveau témoignage de leur duplicité.

---

### L'arrêté du 1<sup>er</sup> août scelle la mainmise du patronat sur la licence

---

Dans une interview donnée à *Libération* le 25 août, L. Wauquiez, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur, a dit ce qui était primordial pour lui dans la « formation des étudiants » : « *Je défends absolument la place des stages dans la formation des étudiants. Mon modèle, c'est un stage conçu à l'intérieur de la formation, dans le cadre d'un parcours d'acquisition de compétence, avec une rémunération intégrée et un partenariat entre l'université et l'entreprise. Les connaissances, avec les stages, deviennent des compétences.* ». C'est exactement le contenu donné à la licence par l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2011. Ainsi, cet arrêté instaure l'obligation de prévoir un stage dans chaque « parcours ». L'enjeu est de taille car aujourd'hui seuls 11 % des 850 000 étudiants sortant de licence ont fait un stage. La notion de connaissance disparaît au profit de celle de « compétences » établies selon des « référentiels de compétences ». Les « représentants du monde socioprofessionnel » (c'est-à-dire les lobbies patronaux) vont jouer un rôle fondamental dans l'élaboration de ces « référentiels ». Ils seront représentés partout : dans la conception et l'évaluation des formations, la dénomination des diplômes, les enseignements, les jurys...

Un seuil bas d'heures d'enseignement est certes fixé à 1500 h sur le cursus de la licence, mais pas le cadrage sur leurs modalités qui incluent, dans cette nouvelle licence : cours magistraux, TP, TD, mais aussi les enseignements dispensés via les technologies numériques (le *e-learning*),

tout comme la conduite de projets, individuels et collectifs, et les stages. Autant dire que, contrairement à ce qu'affirme l'UNEF, qui crie victoire sur cette question, ce n'est que de la poudre aux yeux pour masquer ce qui se profile : la liquidation de l'enseignement assuré par des enseignants, cela dans la logique de la politique de suppression de postes dans la fonction publique.

Il est clair que ces diplômes fourre-tout n'auront qu'une valeur locale et éphémère. La notion de qualification n'apparaît plus dans le nouvel arrêté qui ne comporte aucun cadrage national des diplômes. Cette réforme remet en cause le droit pour la jeunesse à des diplômes nationaux, à une qualification. Elle ouvre la voie au MEDEF pour redéfinir selon son bon vouloir toutes les conventions collectives, notamment en matière de grille de rémunérations.

La « réforme de mastérisation » de la formation des enseignants éclaire ce que sont ces « nouveaux » diplômes, telle la « nouvelle » licence. Cette « réforme » a sacrifié tout à la fois la formation universitaire, la formation professionnelle, et liquide les IUFM. Maintenant, les étudiants doivent préparer leur master en même temps qu'un concours, tout en faisant un stage pour remplacer les enseignants dans leur classe ! Ces « diplômés » n'ont rien à voir avec de réels diplômés. Ce sont des machines à créer des précaires prêts à l'emploi dans l'éducation pour remplacer les postes de fonctionnaires supprimés.

---

### Une « réforme » préparée en concertation avec les directions des organisations syndicales des étudiants et des personnels

---

C'est avec des hourras que le syndicat étudiant a accueilli l'ouverture des concertations par Péresse, alors ministre de l'enseignement supérieur, en février 2011. Son

communiqué, titré : « *l'Unef appelle à révolutionner le diplôme de la licence et fait ses propositions* », se conclut par : « *l'UNEF attend que le chantier pour une nouvelle*

*licence lancé le 8 février par la ministre soit enfin l'occasion de réduire significativement l'échec en premier cycle. » !*

La réaction du principal syndicat des enseignants-chercheurs, le SNESUP-FSU, est plus mesurée. En effet, pour définir les grands principes du projet d'arrêté de la nouvelle licence, Péresse a mis en place un Comité d'orientation « ad hoc », dont tous les membres – universitaires et représentants du patronat – sont désignés par le ministère. Ce comité a pour mission de « *travailler en lien étroit avec le comité de suivi de la licence* » préexistant. Ce dernier, composé de représentants des organisations membres du CNESER, est l'instance qui sert à associer les syndicats à la préparation de la réforme. La direction du SNESUP proteste : « *La déclaration de la ministre, mettant le comité de suivi licence au centre de la réflexion concernant la licence, doit se traduire dans les faits. Sans cette condition, la concertation appelée par la ministre ne saurait être crédible.* » Néanmoins, « *le SNESUP entend participer aux concertations et y porter sa propre vision de la licence, diplôme national permettant démocratisation et réussite du plus grand nombre, offrant des débouchés professionnels et des poursuites d'études.* » (communiqué du 8 février). En réalité, et comme elle le fera tout au long de la concertation, la direction du SNESUP-FSU se contente de protester sur la méthode, mais elle se soumet au cadre des négociations imposé par le ministère (le 25 mai, le SNESUP déclare : « *une élaboration dans la plus complète opacité* » ; le 24 juin : « *une parodie de concertation* »...).

Le 6 juillet, le projet d'arrêté est présenté au « *comité de suivi* » et le SNESUP de se désoler : « *licence : nos craintes confirmées...* » ! La direction de l'UNEF reste « *constructive* » et déclare : « *Licence : un projet d'arrêté qui doit être substantiellement amélioré* ».

Le 12 juillet, une nouvelle version de l'arrêté, avec des modifications cosmétiques, est présenté au CNESER, dernière étape avant sa promulgation. Les directions des

syndicats de personnels (SNESUP et SNASUB-FSU, CGT FO, UNSA, SGEN-CFDT) titrent un communiqué commun : « *Licence : reprendre en septembre* », suppliant le gouvernement « *de reporter le point licence de l'ordre du jour* ». Elles décident de boycotter la discussion du CNESER, mais pas le vote. La direction de l'UNEF et tous les autres prétendus représentants des étudiants ont voté pour le projet du gouvernement qui est adopté par le CNESER. A la sortie, Laurent Wauquiez, qui vient d'être nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, se félicite de cet « *accord historique* ».

L'UNEF justifie sa position par les « *nouveaux droits* » qu'auraient acquis les étudiants. Or, ces fameux « *droits* » vont tous dans le sens d'un diplôme plus facile à obtenir : plus de notes éliminatoires, compensation annuelle des notes, droit au rattrapage... et augmentation, en apparence comme on l'a vu, du volume horaire. En réalité, le gouvernement n'a que faire de telles « *concessions* ». La « *réforme* » de la licence n'instaure pas officiellement de sélection à l'entrée de l'université et apparaît moins sélective. Mais elle institue, de fait, une sélection beaucoup plus radicale, d'un côté en établissant la concurrence entre les différentes universités et, de l'autre, en dressant une barrière entre le niveau licence (L) et le niveau master (M), dont l'accès est étroitement subordonné à la notion de domaines disciplinaires qui disparaissent dans la définition de la nouvelle licence. C'est au niveau du master que commencerait la véritable université, articulant recherche et enseignement. Derrière la démagogie du discours sur « *la réussite de tous les étudiants* », cette réforme va aboutir rapidement à ce que seule une minorité aura le privilège de pouvoir accéder à de « *vraies universités* ». En phase avec le Grand emprunt (voir plus loin), elle s'inscrit dans le dispositif d'instauration d'une université fortement concurrentielle où seule une élite durement sélectionnée et concentrée dans les Universités d'excellence (ou Idex) pourra accéder aux niveaux master et doctorat (M et D) et à la recherche.

---

### **Le 10<sup>e</sup> mois de bourses : une manœuvre du gouvernement pour allonger l'année universitaire**

---

Le soutien actif de l'UNEF a été décisif pour permettre au gouvernement de porter cette attaque majeure contre les étudiants que constitue cet arrêté sur la licence. Aujourd'hui, l'UNEF crie victoire et utilise le dixième mois de bourse, que le ministre Wauquiez aurait fini par accepter, pour justifier sa compromission devant ses syndiqués et devant les étudiants.

En réalité, il ne s'agit pas d'un recul du gouvernement ; ce n'est rien d'autre que le résultat d'un marchandage. En effet, l'allongement de l'année universitaire est l'un des chevaux de bataille de Sarkozy, qui avait annoncé (en septembre 2009), qu'en échange, les bourses pourraient passer de 9 à 10 mois. A la rentrée 2010, le ministère accordait un acompte d'un demi-mois, mettant comme

condition pour le versement de la seconde moitié, que toutes les universités étalent leurs formations sur dix mois. A la revendication légitime de l'augmentation des allocations scandaleusement basses que reçoit une minorité d'étudiants, l'UNEF a répondu par « *l'exigence* » d'un dixième mois de bourses. Elle abandonnait ainsi définitivement la revendication des étudiants de l'allocation d'étude pour tous pour une « *revendication* » conforme à la volonté du gouvernement. Elle a milité dans les conseils d'universités, par exemple à Paris I, en exigeant la mise en place de « *semaines pédagogiques* ». Résultat : étudiants et enseignants commencent l'année en septembre et la finissent en juillet, avec un volume de cours réduit de 26 à 24 semaines !

---

### **L'augmentation des droits d'inscription à l'université dans la logique de toutes les réformes en cours**

---

Le 5 août, le ministre annonçait, après avoir fait vérifier que la condition mise par le gouvernement était remplie, que le 1/2 mois restant pouvait être versé. Soulignons que la pérennité de ce 10<sup>e</sup> mois n'est absolument pas garantie.

Elle l'est d'autant moins que Wauquiez a dit ce qu'il pensait des bourses étudiantes dans un épais rapport. Ecrit dans la lignée de ses récentes déclarations fustigeant « *les dérives de l'assistanat* » un « *cancer* » qui ronge la

société, il y dénonce le « *maquis des aides* » aux étudiants. Il préconise le remplacement des bourses actuelles par un prêt « *remboursable à l'obtention du premier CDI* ». Ce système, déjà en vigueur dans de nombreux pays, va de pair avec l'augmentation massive des droits d'inscription qui oblige les étudiants à s'endetter mais ouvre un commerce très lucratif pour les établissements financiers. Avec un tel système, les dettes des étudiants s'accumulent. Ainsi, aux États-Unis, leur poids sur le budget des familles aurait augmenté de plus de 500% depuis 1999 !

Pour le gouvernement, il ne s'agit pas de laisser ce rapport lettre morte. Il vient d'ailleurs de recevoir le renfort de deux « *think tanks* » : « *Terra Nova, proche du PS, et l'Institut de l'entreprise, d'inspiration libérale* » comme l'écrit Le Monde du 24 août. La note de « *l'Institut de l'entreprise* » ne prend pas de gant : l'objectif est de « *libéraliser les frais d'inscription et créer un marché concurrentiel de l'enseignement supérieur* ». La « *quasi-gratuité* » actuelle « *constitue un handicap énorme pour les établissements français, les privant de ressources considérables* ». Dans la foulée, l'un des rapporteurs de Terra Nova reconnaît : « *Nous avons conscience de nous attaquer à un tabou, mais nous devons ouvrir le débat* ». Pour se justifier, ce cercle sort un argument déjà usé : « *la quasi-gratuité des études supérieures est source d'inégalités fortes, en bénéficiant davantage aux gens*

*aisés qu'aux étudiants défavorisés et prive les universités de ressources utiles à une meilleure formation des étudiants* ». Le même argument que servit le gouvernement Blair quand il mit ce système en place en Grande-Bretagne en 2004.

La réalité est tout autre. En cette rentrée, les étudiants anglais doivent déboursier 6 à 9000 livres (environ 7 000 à 11 000 euros) pour s'inscrire dans les universités anglaises. Résultat, d'après le journal Les Inrocks (17 mai 2011), « *le gouvernement britannique envisage de brader les frais d'inscription de certains cursus pour attirer des étudiants dans les filières universitaires délaissées*. " *Ça va encore toucher les étudiants les plus pauvres, qui attendront le dernier moment pour s'inscrire dans des filières de mauvaise qualité* ", a dénoncé Aaron Porter, président du syndicat étudiant NUS (National Union of Students). » Pourtant, ce même Aaron Potter a trahi le mouvement des étudiants qui, en décembre 2010, s'étaient dressés contre la flambée de ces droits. En particulier, alors que les étudiants organisaient une manifestation au Parlement, il avait convoqué un contre-rassemblement, à l'autre bout de Londres, tout en négociant avec Cameron. La hausse des droits d'inscription en France est inscrite dans la loi LRU, et le Grand emprunt a été conçu comme une machine de guerre pour rendre effective la privatisation des universités programmée dans cette loi.

---

### **Le « Grand emprunt » : le capital financier se sucre sur le dos des universités**

---

Henri Guaino, conseiller spécial du président de la République, à la question du Monde « *quelles sont les trois réformes les plus importantes du quinquennat Sarkozy, selon vous ?* » (chat du 29 avril 2011), répondait : « *L'autonomie des universités, les réformes des retraites et le crédit d'impôt-recherche. L'autonomie des universités est une véritable révolution qui aurait dû intervenir il y a sans doute déjà plusieurs décennies et qui devrait permettre d'enrayer le déclin de notre système universitaire, dans la mesure où l'on donne à nos universités le moyen de cette autonomie, ce qui est le cas avec le plan Campus et avec le grand emprunt, qui permet de les doter d'un capital* (souligné par nous). »

Missionnés par Sarkozy, Juppé et Rocard, respectivement personnalités de l'UMP et du Parti Socialiste, ont fixé le cadre du Grand emprunt. Ils ont fait une recommandation expresse : pas un centime ne doit servir à des recrutements sur le statut de la fonction publique ; en revanche, des milliers d'embauches sur CDD sont préconisées au fil de leur rapport et à tous les niveaux.

Imaginé dans la foulée du déclenchement de la crise financière en 2008, cet emprunt est conçu entièrement au bénéfice du capital financier. Ainsi L'État va emprunter auprès des marchés financiers près de 35 milliards

d'euros, ce qui ne fait qu'alourdir la dette publique et donc la charge qu'elle représente sur le budget de l'État. 22 milliards de cet emprunt seraient soi-disant accordés à l'enseignement supérieur et à la recherche, l'équivalent de son budget annuel ! En réalité, 80 % de cette somme sont placés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et seront distribués sous forme de dotation en capital. Seuls les intérêts de ces placements seront distribués. Soit à peine 600 millions d'euros par an. Mais Sarkozy l'a bien précisé : « *Les intérêts de l'emprunt seront compensés par une réduction des dépenses courantes dès 2010 et une politique de réduction des dépenses courantes de l'État sera immédiatement engagée.* »

Notons que, dans le même temps, le gouvernement projette de transformer la CDC, qui va empocher l'essentiel de l'emprunt, en une super banque pour les entreprises, par le jeu de fusion avec Oseo. La CDC est pressentie pour renflouer en partie la banque DEXIA minée par ses investissements dans des « fonds pourris ». En bref, le Grand emprunt est un beau tour de passe-passe financier pour déverser une nouvelle manne financière sur le patronat et les banques, en instrumentalisant l'enseignement supérieur et la recherche - le tout aux frais des travailleurs.

---

### **IDEX, LRU II : privatisation des universités à marche forcée**

---

Pour prétendre au Grand emprunt, les laboratoires de recherche et les universités doivent répondre à des appels à projet de différents types : les Equipex (« *équipements d'excellence* »), les Labex (« *laboratoires d'excellence* »), et les Idex (« *initiatives d'excellence* »). Ces derniers, de loin les plus importants, doivent englober plusieurs universités, les organismes publics de recherche (CNRS,

INSERM... émiettés en plusieurs instituts pour les besoins de la cause), et y compris des établissements privés. Trois critères dominant : gouvernance (les Idex devront être dirigés par des fondations de droit privé - les FCS, Fondation de coopération scientifique) ; « *compétitivité* » ; « *Partenariat Public-Privé* », autrement dit la soumission directe aux lobbies patronaux.

Comme on l'a vu plus haut, les fonds sont essentiellement distribués sous forme d'une « dotation en capital » qui devra être placée. Même si cette dotation n'est qu'un capital fictif, cela a une signification claire : les universités vont devoir trouver les moyens de se financer elles-mêmes. Ainsi, au moment du lancement des appels à projet du Grand emprunt à l'automne 2010, une nouvelle loi a été votée : « la loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur ». Elle confère aux universités le droit de gérer leur patrimoine immobilier comme un opérateur privé, lui permettant notamment de sous-louer ses locaux à des entreprises privées.

Mais cette loi, dite LRU II, va bien au-delà. Trait d'union entre la LRU et les structures du Grand emprunt, elle ouvre la voie à la suppression de toute distinction entre le secteur privé et le secteur public. « *Les fondations de coopération scientifique [destinées à gouverner les IDEX] peuvent conduire toutes les missions des établissements universitaires. Ainsi des institutions de droit privé, dans lesquelles les entreprises pourront participer, auront délégué des missions de service public, et en particulier celles qui auront été regroupées dans le périmètre*

*d'excellence des projets d'IDEX.* » (tract de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur du 2 décembre 2010). Elle « *donne aussi la compétence au PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) de statut EPCS, de délivrer des diplômes nationaux. Ceci revient à donner à ces PRES qui peuvent comporter des établissements privés, et qui sont associés aux projets IDEX (Initiatives d'excellence), la possibilité de délivrer des Masters et Doctorats, notamment ceux portés par les laboratoires d'excellence (Labex). Les universités restantes deviendraient ainsi les établissements de seconde zone type « Collège » (limité aux licences déconnectées de la recherche).* » (Ibidem).

Une vingtaine de pôles, regroupant à peu près de la moitié des quelque 80 universités existant actuellement, ont candidaté pour devenir des IDEX. Dans ce système hyperconcurrentiel, le gouvernement veut faire « émerger » 5 à 7 IDEX, les seuls à garder un vrai statut d'universités. Les autres sont destinés à devenir des « pôles universitaires de proximité » (PUP) où les patrons locaux pourront faire leur loi et qui ne délivreront plus que la « nouvelle licence » dévaluée par le décret de cet été (voir plus haut).

---

### À la clé pour les étudiants : la flambée des droits d'inscription et une université à deux vitesses

---

Wauquiez s'est expliqué sur le choix des trois premiers IDEX sélectionnés, dans Le Monde du 4 juillet, notamment sur celui de Bordeaux :

*« Le jury a reconnu le travail mené par les universités bordelaises. Très en phase avec le monde de l'entreprise, le projet d'université unique bordelaise a séduit à plus d'un titre. Solide en recherche, cette université propose une refonte complète et harmonisée de son cycle de licence, un volet numérique innovant avec le MediaLab. Il a également engagé la reconfiguration de son campus. Ce choix induit l'idée que pour obtenir ce label, les universités de chaque pôle doivent soit fusionner, soit proposer des cursus très sélectifs... »* (souligné par nous). Tout est dit !

Le projet « Paris Sciences et lettres », aussi sélectionné, regroupe douze établissements, dont le Collège de France,

trois grandes écoles qui recrutent sur concours à BAC+2 comme l'École normale supérieure ou l'École de Chimie de Paris, ainsi que Paris Dauphine, « pionnière » en matière de droit d'inscription qui vont jusqu'à 4000 euros pour certaines de ses formations. De ce fait, seuls 35 % des 14 000 étudiants de ce nouveau pôle sont en licence, soit un taux nettement plus faible que partout ailleurs.

Dans ce contexte de désengagement financier programmé par l'Etat, les universités sont au pied du mur. Et, en matière de financement, il n'y a pas de miracle : en dehors du financement de l'Etat, ces ressources proviennent des frais d'inscription. Ainsi, l'université de Nancy a demandé, en éclaircur, le statut de « Grand établissement », le même que Paris Dauphine, qui lui donne le droit de fixer librement les droits d'inscription.

---

### Quel est le rôle joué par les dirigeants syndicaux UNEF-SNESUP-CGT dans les conseils d'université ?

---

Face à cette situation d'attaque généralisée, à aucun moment les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche publique n'ont ouvert la perspective d'un combat contre le gouvernement. Les conseils d'université étant au cœur du dispositif, notamment avec la réponse aux appels à projet du Grand emprunt, il était de la responsabilité des directions syndicales de lancer un appel national et unitaire au boycott de la mise en œuvre de la politique du gouvernement. Un tel refus aurait été le point d'appui d'un véritable combat pour l'arrêt immédiat de cette politique de privatisation des universités. Mais les organisations syndicales, qui baignent jusqu'au cou dans la gestion des universités depuis des lustres, n'ont pas voulu de ce combat. Dans un tel contexte, toute velléité de résistance a été vite désamorcée.

Ainsi à Montpellier, le président PS de la région Languedoc-Roussillon s'est chargé lui-même de faire

rentrer tout le monde dans le rang en menaçant de couper les subventions de la région dans une lettre adressée individuellement aux enseignants-chercheurs. L'université de Montpellier III, qui fut le « fer de lance de la contestation », se retrouve « porteuse » du projet d'IDEX de Montpellier, et ce sans même demander un centime de financement ! Les élus syndicaux au Conseil d'université ont voté « contre », ce qui n'a rien changé ; ils en ont été réduits à jouer l'opposition de sa majesté.

Autre illustration, le Conseil d'administration de l'université d'Orsay Paris XI est totalement investi dans la préparation « campus de Saclay », projet d'IDEX téléguidé par Sarkozy lui-même. Ce CA a adopté les statuts de la fondation de droit privé qui « gouvernera » ce nouveau campus, et ce avec la voix de la vice-présidente SNESUP qui a voté « pour » !

La collaboration des syndicats est donc essentielle dans le dispositif de mise en place de la privatisation des universités via les appels à projet du Grand emprunt : leur

participation forme un obstacle central au combat unifié contre le gouvernement et sa politique.

### **Quel avenir pour la jeunesse ?**

L'exigence pour la jeunesse du droit aux études, à une qualification, à la culture, comme celui à un travail, s'oppose aux besoins du capital en pleine décadence. Même si c'est à des degrés divers, partout en Europe, le

seul horizon que les gouvernements du capital ouvrent à la jeunesse est le même : chômage, précarité, pauvreté, surexploitation. Plus la crise s'approfondit, plus ces fléaux prennent de l'ampleur.

### **Chômage, précarité, surexploitation**

Dans les pays les plus touchés par cette crise, le chômage des jeunes explose, des millions d'entre eux, notamment les jeunes diplômés, sont sous-employés et touchent des salaires de misère. Ainsi, selon les chiffres officiels, en Espagne, le taux de chômage des moins de 25 ans a doublé depuis 2008 pour s'élever en 2011 à 46 %, 58% de ceux qui trouvent du travail étant en CDD ou en intérim, le plus souvent sur des contrats à la semaine ou journaliers. En Grèce, le taux de chômage est passé dans le même temps de 25 à 42,5% : les jeunes se surnommaient la « Génération 700 euros » il y a quelques mois ; aujourd'hui c'est la « Génération 592 euros » (le montant du salaire minimum). Entre les deux, les plans d'austérité du gouvernement Papandréou pour satisfaire la voracité

des créanciers de l'Etat grec. En Grande-Bretagne, le taux de chômage a augmenté de 40% en 3 ans, passant de 14 à 20 %. En France, le chômage touche un jeune sur quatre. Dans l'économie dite la plus « solide », celle de l'Allemagne, ce chômage n'est officiellement que de 9%, mais près de 40 % des jeunes Allemands forment le gros du bataillon des 8 millions de travailleurs employés sur des contrats d'intérimaire, de travail temporaire impliquant moins de 20 heures de travail par semaine. Un grand nombre d'entre eux gagnent moins de 400 euros par mois. L'Allemagne dispose ainsi de l'un des secteurs de main-d'œuvre bon marché les plus largement développés d'Europe : c'est l'une des raisons de sa relative prospérité !

### **Répression, domestication de la jeunesse**

Pour se maintenir, le capitalisme doit développer une réaction sans fin et ses gouvernements sont parfaitement conscients qu'ils ne pourront maintenir l'exploitation capitaliste sans tout un arsenal répressif et de contrôle des travailleurs et de la jeunesse. Rarement les mesures prises pour garantir l'ordre des capitalistes n'avaient été si nombreuses que sous le gouvernement Sarkozy-Fillon avec, comme principale cible, la jeunesse, tout particulièrement celle des quartiers populaires. Cette politique répressive d'une stratégie de fichage systématique pour s'assurer la soumission de chaque individu et tenter de désamorcer toute forme de résistance à l'exploitation capitaliste.

En effet, après le fichier Base élèves dans les écoles primaires, le « livret personnel de compétences », outil numérique partageable, est imposé dans toutes les académies depuis février 2010 au collège et à la rentrée 2011 en primaire. Y seront rassemblés des éléments concernant les connaissances de l'élève, ses capacités, ses attitudes dans le cadre scolaire, mais aussi à l'extérieur, son comportement social, ses engagements. Ce n'est qu'un prélude à un fichage plus généralisé. Dans son discours de septembre 2009 « *Agir pour la jeunesse* », Sarkozy déclare : « *On fera un livret de compétences pour ceux qui n'ont pas l'idée à seize ans ou à dix-sept ans de ce qu'ils*

*veulent faire toute leur vie, ce qui est la majorité* ». Avec son habituel ton faussement patelin, Sarkozy annonce le retour du funeste « livret ouvrier » du XIXe siècle, outil de contrôle et de restriction de la liberté de circulation des ouvriers, mise en place par Napoléon et abrogé sous la pression des combats ouvriers. Tout pourra être enregistré sous forme de fichier informatique qui pourra suivre le jeune toute sa vie et être utilisé par les employeurs.

Une enquête spéciale du SNUIPP-FSU Isère détaille comment le gouvernement fait évoluer les lois pour mener son projet à bien : « *L'État crée le concept de « secret partagé » avec la loi dite Loi relative à la Prévention de la délinquance de mars 2007, renforcée par la LOPPSI 2. Ces lois ne mettent plus d'obstacle de principe au partage de renseignements entre différentes administrations. Les lois sécuritaires et les lois sur l'immigration modifient profondément l'accès aux données personnelles. La loi relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie (49) pervertit les missions de l'École. Les libertés du citoyen sont réduites. Par exemple, concernant les familles, la liberté d'opposition au fichier Base élèves est assujettie à des conditions qui rendent impossible la mise en œuvre de cette liberté. Le « devoir d'obéissance » est avancé dès que les enseignants soulèvent des objections.* »

### **Quelle issue pour la jeunesse étudiante ?**

En Grèce, où les plans d'austérité les plus durs se succèdent, une assemblée d'étudiants déclarait en décembre 2010 :

*« Leur manière (du gouvernement) de surmonter la crise est de construire une "nouvelle" université entièrement au service du libre marché. Un avenir sordide d'emplois précaires s'ajoute à tout cela pour la jeunesse. La génération à 592 euros (le nouveau salaire minimum*

*national) est maintenant instituée par la loi. Ce sera aussi la génération sans accord collectif sur les salaires, sans protection contre les licenciements, la génération du travail des enfants.(...) L'avenir de la jeunesse va être usé au règlement d'une dette de l'Etat que les gens ont déjà payée, encore et encore. »*

*« La lumière de décembre 2008 s'allumera encore. La jeunesse va fournir l'étincelle et se tiendra aux côtés*

*des travailleurs pour rejeter les politiques impopulaires et pour effacer la dette de l'Etat qui condamne la majorité des gens pour sauver les banques et leur système d'exploitation. En ce moment particulier, nous sommes appelés à livrer la bataille de notre génération. Nous sommes appelés à faire notre propre histoire.*

*« Retrait du document de discussion du ministre Diamantopoulou. Retrait de la réforme de l'éducation impopulaire. Aucune participation au pseudo-dialogue avec le gouvernement. Rejet du mémorandum, du pacte de stabilité et des mesures politiques associées. A bas la junte du gouvernement UE-FMI.*

*Désengagement immédiat du "mécanisme de soutien" de l'UE-BCE-FMI. Le peuple ne paiera pas pour la crise ! »*

Combattre pour le socialisme n° 42, qui rapportait cette citation, concluait :

*« On peut évidemment contester telle ou telle formulation de cet appel. Mais ce qui est essentiel, c'est non seulement la claire formulation de l'exigence de retrait des contre-réformes, mais encore la conscience aiguë de l'avenir que réserve le capitalisme à la jeunesse ; et enfin les premières conclusions pratiques : la dénonciation de la dette, la nécessité d'en finir avec le gouvernement au service du capital, et donc l'exigence de la rupture immédiate du "dialogue social" avec le gouvernement. »*

*« La voie que tracent ces étudiants grecs est à l'exact opposé de celle que tentent d'imposer au prolétariat les appareils syndicaux dans toute l'Europe, et qui pour l'instant a réussi à paralyser son combat et, ainsi, à le rendre impuissant. »*

Ces deux dernières années, comme en Grèce, les étudiants en Italie, en Grande-Bretagne, ont engagé le combat contre les coupes budgétaires, contre les lois réactionnaires qui remettent en cause leur droit aux études. En Tunisie, en liant son combat avec celui de la classe ouvrière, la jeunesse a joué un rôle important dans la chute de Ben Ali. Au Chili, depuis juin, les étudiants sont mobilisés en masse pour exiger un enseignement public et gratuit. *« Organisant des grèves massives et bloquant des lycées, les manifestants dénoncent la « marchandisation de l'éducation » et exigent « un enseignement gratuit et de qualité » : une revendication qui remet en cause les fondations mêmes du « modèle chilien », hérité de la dictature ». Dans les rues, les étudiants ne s'y trompent pas, qui scandent « Elle va tomber, elle va tomber, l'éducation de Pinochet ! », en référence aux slogans entendus lors des manifestations contre la dictature, il y a plus de vingt ans (« Elle va tomber, elle va tomber la dictature de Pinochet ! ») (Le Monde Diplomatique, août 2011). La centrale ouvrière, la CUT, devant la*

mobilisation croissante et la répression menée contre les étudiants et lycéens, a fini par appeler à deux jours de grèves, les 24 et 25 août. Et ce, dans un contexte général où la jonction étudiants-ouvriers avait tendance à s'établir, notamment parce qu'au même moment, des grèves dans les mines de cuivre se développaient. Mais le leader de la CUT a clairement signifié qu'il ne s'agissait surtout pas d'engager le combat contre le gouvernement Piñera : *« C'est l'heure de dialoguer pour de bon »*. Une semaine plus tard, le 3 septembre, à Santiago, le président chilien ouvrait des négociations avec les représentants étudiants. En sortant du palais présidentiel, C. Vallejo, porte-parole de la Confédération nationale des étudiants du Chili (Confech) – et militante des Jeunesses communistes – déclarait : *« cela a été une instance de dialogue qui a permis aux deux parties d'exposer clairement leurs positions avec la volonté d'avancer »*. 13 universités se sont prononcées contre l'entrée dans ces négociations et, le 9 septembre, les différentes fédérations étudiantes, réunies à Talca, décidaient de rejeter le calendrier proposé par le gouvernement, en réclamant la « suspension » de la discussion sur ses projets de lois. Cette rencontre porte la marque de la résistance de la base à la tentative de la direction de la Confech d'engager les négociations. Cependant, les dirigeants de la Confech continuent de se rendre au ministère, comme le lundi 12 septembre, en réaffirmant leurs dispositions à *« un dialogue franc et ouvert »*. Les manœuvres pour faire refluer le mouvement ont commencé, même si elles n'ont pas encore abouti : l'avenir dira qui l'emportera.

En Italie, en Grèce, en Grande-Bretagne, la politique des appareils a, pour un temps, fait refluer la mobilisation des étudiants suite au vote par le Parlement des lois réactionnaires contre lesquelles ils combattaient. En Tunisie, le dictateur est tombé ; mais rien n'est réglé : la jeunesse est toujours en butte à la misère, à la surexploitation, au chômage de masse.

Cependant, à travers ces combats, la jeunesse s'éduque, et fût-ce de manière parcellaire, commence à en tirer les leçons politiques. Ainsi en Grande-Bretagne, l'importante fédération londonienne du syndicat étudiant, le NUS, non seulement a revendiqué l'action des étudiants (notamment l'investissement du local des Tories), mais encore a appelé à combattre la direction nationale et sa collusion avec le gouvernement Cameron-Clegg. Ainsi, le mouvement pratique met à l'ordre du jour le combat pour se réapproprier les organisations syndicales.

La crise du capitalisme rend inéluctables les plus grands affrontements de classes, en France comme partout ailleurs ; la jeunesse et en particulier la jeunesse étudiante, y prendra inévitablement sa place. C'est sur cette perspective que se situent les étudiants révolutionnaires qui diffusent *Combattre pour le Socialisme*.

Le 2 octobre 2011



## **Budget, rythmes scolaires : le gouvernement prépare les échéances décisives de la destruction du statut des enseignants, avec la collaboration des directions des organisations syndicales**

**Pour les enseignants, comme pour la jeunesse, la rentrée 2011 est placée sous le signe de la crise**

Les menaces d'effondrement du système financier, les menaces de défauts de paiement des Etats, notamment au sein de l'Union européenne, pèsent sur la rentrée scolaire. En Espagne, l'Union nationale PSOE-PP permet, au nom de la « règle d'or », de sabrer dans les budgets des régions (Communautés autonomes) : la Castille-la Manche supprime 20 % de ses dépenses pour le budget 2012, tandis que les enseignants verront leur service augmenter de 2 heures (de 23 à 25 h dans le primaire, de 18 à 20 h dans le secondaire). Les centres de formation professionnelle passeront dans cette région de 33 à 1 : en effet, que faire de centres de formation quand plus aucun fonctionnaire n'est recruté ? C'est aussi, au Royaume-Uni, après l'augmentation drastique des droits universitaires qui prive de fait de droit aux études une part importante de la jeunesse issue du prolétariat, la formation de *free schools* financées par l'Etat, mais totalement livrées à l'autonomie, au point que même les programmes et les heures d'enseignement sont déterminés localement. Les fondations scolaires se sont engouffrées dans ce nouveau dispositif, destiné à une certaine clientèle. Pendant ce temps, le gouvernement Cameron inflige à la louche plusieurs mois de prison ferme ou de maison de correction pour de menus larcins commis durant les émeutes de l'été, y compris pour des enfants de onze ans. Tel est l'avenir promis à la jeunesse et à l'enseignement public dans le cadre du système capitaliste à son stade actuel de la putréfaction.

Cela, les enseignants, les élèves ne peuvent que l'avoir en tête, ici aussi. En France, l'austérité est annoncée. L'offensive majeure est différée, sans doute suspendue au calendrier électoral, puisque du 13 au 20 octobre auront lieu les élections professionnelles dans l'enseignement, ce qui retarde les principales annonces du gouvernement.

Pour autant, le budget 2012, outre le raboutage des prétendues « niches fiscales », marque une sorte de tournant. En effet, il est maintenant difficile d'envisager de poursuivre les fermetures de postes sans prendre des mesures de structure. Certes la réforme des lycées qui se poursuit en cette rentrée permet notamment de regrouper les élèves de première de différentes séries dans la même « classe » et de les bourrer au point de frôler les 40 élèves dans bien des cas.

La poursuite de la déscolarisation des enfants de 2 à 3 ans atteint de tels sommets que l'enseignement privé en profite

pour ouvrir des classes hors contrat dans certaines régions. Les postes ouverts aux concours de recrutement n'ont même pas été entièrement pourvus. Les remplacements ne pourront plus être assurés par des titulaires, raison pour laquelle le gouvernement a « autorisé » les chefs d'établissement à recruter directement à Pôle emploi pour trouver dans l'urgence les suppléants que les rectorats ne peuvent plus affecter.

La question du budget 2012 est donc cruciale. Or, alors que le gouvernement annonce les premières mesures dites d'austérité, quelle est la réaction des organisations syndicales, y compris celles de l'enseignement ? Le texte du 18 août proclame : « *Pour l'intersyndicale, des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes.* »

L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale. »

L'intersyndicale fixe donc comme objectif « la maîtrise des déficits » et demande en conséquence à être associée au gouvernement et au patronat pour « *examiner les mesures à prendre pour (...) réduire la dette...* ». Dans ces conditions, la journée d'action décidée dès le mois de juin pour le 27 septembre ne peut nullement avoir comme objectif l'arrêt immédiat des suppressions de postes ! Les directions des fédérations de l'enseignement n'auront plus qu'à se joindre aux confédérations en octobre ; quant au gouvernement, il fera passer sans coup férir son budget : les chiens aboient la caravane passe, à ceci près que les chiens n'aboient guère !

Au contraire, la responsabilité des directions syndicales de l'enseignement est de se prononcer pour le rejet de la dette, de combattre pour que se réalise le front unique sur cette revendication et, en conséquence, d'organiser une manifestation centrale et nationale à l'Assemblée nationale contre l'adoption du budget, en commun avec l'ensemble des organisations issues du mouvement ouvrier (partis et syndicats).

---

## La question des rythmes scolaires, l'angle d'attaque des statuts

---

Cependant, l'augmentation durable des effectifs scolarisés rend difficiles les gains dits « démographiques », d'autant que le taux d'encadrement français est l'un des plus faibles d'Europe. Il faut trouver ailleurs les nouvelles possibilités de réduction d'horaires et de postes.

C'est l'un des buts de l'offensive dite des rythmes scolaires. Ouverte le 10 juin 2010, la première phase de la concertation sur les « rythmes scolaires » s'est achevée le 4 juillet par la livraison au gouvernement par le Comité de pilotage (COPIL, en dialecte technocratique), d'un deuxième rapport dit de préconisation. Un an de travail en commun avec les directions syndicales de l'enseignement dont peut se féliciter le comité. Le « COPIL » fait dix propositions. Lors de sa conférence de presse, Châtel, au nom du gouvernement, précisait que le temps de travail des enseignants n'est pas « un sujet tabou », formule employée pour annoncer l'imminence d'un mauvais coup. Durant le même temps, le journal *Le Monde* met en exergue la nécessité de réformer le « vieux » statut des enseignants. Le tout au nom, bien entendu, de la prétendue « chronobiologie » qui prouve, quand le gouvernement le lui demande, que moins on étudie, plus on en sait !

C'est donc un rapport avançant dix préconisations que le COPIL a rendu. Les mesures vont de l'allongement de l'année scolaire à 38 semaines au lieu de 36 actuellement, avec un zonage pour toutes les vacances, sauf celle de Noël (garantissant cependant aux professionnels du tourisme une zone commune entre le 14 juillet et le 15 août), ce qui représente 5 % d'augmentation du temps de travail ; le retour à la semaine de 4 jours et demi en primaire ; la limitation du nombre des heures de classe dans la journée, 5 heures en primaire et jusqu'en 5<sup>e</sup>, 6 heures en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. A côté de ces heures de cours, des heures de soutien, d'approfondissement et d'orientation seront dispensées par les enseignants, dans le cadre souple d'un décompte annuel. D'ailleurs, l'école doit être « ouverte », c'est-à-dire ouverte plus longtemps dans la journée. Il ne va pas jusqu'aux devoirs surveillés, qui doivent être planifiés sur le trimestre, voire l'année, pour

amoindrir la souffrance de ces chères têtes blondes, avec compétence donnée au conseil pédagogique pour se mêler de ces affaires dans le secondaire.

Bref, malgré l'augmentation du temps de travail des enseignants que de telles préconisations impliquent, il n'y aura pas d'heures de cours supplémentaires pour les élèves bien au contraire.

Pour poursuivre l'offensive budgétaire, il n'est qu'une solution : s'attaquer aux décrets fixant les services des enseignants. Partout, à toutes les lignes du rapport rendu, il apparaît que c'est le problème central : statut, horaires ! La mise en place d'un véritable temps de soutien, « accompagnement personnalisé » : « *ce temps, consacré au soutien, à l'approfondissement des notions, ou à l'orientation, est organisé par l'équipe pédagogique en fonction de la situation de chaque élève. Une marge de manoeuvre est ainsi laissée aux établissements, ce qui implique une gestion plus souple de l'emploi du temps des enseignants, le cadre hebdomadaire s'effaçant devant la nécessité d'accompagner l'élève au mieux de ses besoins. Le volume d'heures consacrées à ce dispositif est calculé sur toute l'année scolaire* » (rapport COPIL). Ailleurs, il nous est expliqué que c'est afin de préparer les élèves du secondaire à l'université dont les enseignants ont un service annualisé qu'il faut annualiser le service de tous les enseignants. Il faut aussi prendre en compte les diverses tâches, les nouvelles tâches, des enseignants. L'adaptation des rythmes établissement par établissement nécessite des pouvoirs renforcés pour les chefs d'établissement, et la mise en place de vrais chefs d'établissement dans les écoles primaires.

Derrière les préconisations du rapport, il s'agit bien de faire sauter la ligne de défense des enseignants et de l'enseignement public, le statut des enseignants et sa définition actuelle. D'autant que cette offensive est aussi combinée avec celle de l'évaluation des enseignants, que le gouvernement veut accorder entièrement aux chefs d'établissement, en supprimant toute garantie nationale ou académique.

---

## Le statut des enseignants et les décrets définissant les services, la mère de toutes les batailles

---

Le temps de travail des enseignants est défini par un temps de service, c'est-à-dire des heures d'enseignement. Dans le primaire, il est composé depuis 1991 d'une partie définie en termes d'heures d'enseignement hebdomadaires, et d'une partie annualisée, ce qui a été modifié en 2008 ; la partie hebdomadaire est aujourd'hui de 24 heures par semaine, la partie annualisée, de 108 heures (soutien, conseils des maîtres et d'école, etc.). Cette introduction de l'annualisation est un coup porté au statut des enseignants, mais elle reste limitée.

Dans le secondaire, le temps de travail des enseignants est défini, par les décrets de 1950, en heures de cours hebdomadaires : 18 h pour les certifiés, 15 h pour les agrégés. Même si des éléments d'annualisation ont

commencé à s'insinuer dans les horaires des lycéens, ils n'existent pas pour l'instant dans les services enseignants, du moins officiellement. Heures supplémentaires et décharges se calculent à partir de là. De plus, statutairement, les heures d'enseignement doivent correspondre à la matière dans laquelle l'enseignant a été recruté. Les tâches annexes (conseils de classe, professeur principal) sont rémunérées par une prime.

Les quotités de services ont été fixées en 1950 en rapport avec la durée légale du travail et celle de la préparation des cours et de correction des copies ; en fonction des niveaux d'enseignement, le coefficient heures de cours/préparation varie.

Par ailleurs, la durée annuelle de l'année scolaire compense la faiblesse des rémunérations des enseignants en regard de leur niveau de recrutement. A niveau d'entrée égal dans la fonction publique, le salaire des enseignants représente 10/12<sup>e</sup> de celui des autres fonctionnaires. Il n'est donc pas besoin de faire de la théorie plus longtemps, deux semaines de vacances en moins, c'est 5 % de temps de travail en plus. L'imposer représenterait une nouvelle dévalorisation du métier d'enseignant, l'augmentation de l'exploitation des enseignants, puisque cela équivaudrait à une baisse des salaires horaires.

C'est pourquoi le gouvernement prétend passer par l'annualisation. L'avantage de l'annualisation est de permettre la même augmentation du temps de travail, en retirant du calcul annuel, bac, stages, dans l'enseignement professionnel ou technologique... L'annualisation aurait l'avantage de permettre de diversifier les tâches (rencontres avec les parents, suivi des stages, orientation, liaison avec les entreprises, soutien, suivi, etc.). Bref, cela rendrait les contre-réformes actuelles du primaire au lycée efficaces, ferait voler en éclats toutes les limites actuelles aux ravages de l'école que le gouvernement compte poursuivre.

C'est ainsi que l'UMP s'acharne sur cette question. Selon Le Monde du 31/08 : « *Pour faire bouger l'école, il n'y a plus vraiment d'autres leviers qu'une redéfinition de ces décrets. La droite le dit désormais ouvertement. Nicolas Sarkozy veut en faire un débat central de la présidentielle 2012. A ses proches, il confie que les enseignants ont une*

*double mission : l'animation collective et le suivi individuel. Ils doivent renforcer leur présence dans l'école* ». Quant aux candidats aux primaires du PS, ils évoquent tous une rénovation du statut des enseignants, ce qui est une forme souple de la même affirmation.

Il est aussi patent que les ambitions de la bourgeoisie quant au statut des enseignants visent à la suppression pure et simple des concours de recrutement. A ce titre, la contre-réforme de la « formation » des maîtres et la mise en place des masters est un premier pas : le député UMP Groperrin, spécialiste des questions d'enseignement, a déposé un projet de loi proposant le recrutement des enseignants sur diplôme. Ce projet de loi n'avait aucune chance de passer, mais il était là pour témoigner de la réflexion stratégique des représentants du capital en la matière. Néanmoins, Groperrin a eu l'honneur d'être invité par la direction de la FSU à un colloque sur l'avenir du système éducatif, le 28 septembre 2011.

Parallèlement on le voit bien, la définition du service des enseignants est le rempart contre l'éclatement de l'enseignement public. Tant que les enseignants pourront faire la classe, ils le feront et ainsi ils garantiront aux élèves l'accès à une qualification. Le jour où les enseignants seront empêchés d'enseigner, les enfants, la jeunesse, en particulier celle issue du prolétariat, sera vouée à la déqualification la plus brutale, livrée à l'exploitation capitaliste et à la répression sociale généralisée.

---

### **Les directions syndicales après un an de concertation continuent de préparer le terrain au compte du gouvernement**

---

Le Snuipp (5 juillet) accueille le rapport comme une petite victoire ! « Elles sonnent (les propositions du COPIL) aussi comme un désaveu cinglant à la politique du passage en force et de la précipitation – semaine des quatre jours, aide personnalisée, nouveaux programmes – imposée en 2008 par Xavier Darcos. » Ce n'est toutefois pas tout. Le reproche principal adressé au gouvernement est de ne pas appliquer toutes les propositions : « Annonçant dans un premier temps une large consultation associant organisations syndicales, associations de parents d'élèves, représentants des collectivités, il propose aujourd'hui d'avancer prioritairement sur la réduction des congés d'été et la pause méridienne. Finalement, ces deux propositions engagent le ministère à peu de frais sans prendre en compte toutes les dimensions du dossier. A l'évidence, le gouvernement ne veut pas se donner les moyens du « mieux d'école ». Dans ces conditions, la ligne de défense semble réduite.

La FSU le 4 juillet, rappelle en premier lieu : « *La FSU porte la préoccupation d'améliorer les rythmes de vie et de travail des élèves* ». Puis, la direction de la FSU exige un calendrier et une concertation pour la mise en œuvre des mesures proposées : « *Une des préconisations majeures du rapport est de revoir le calendrier annuel, notamment en réduisant la durée des vacances d'été et en établissant un zonage pour cette période. Cette proposition soulève nombre de questions et de problèmes*

*auxquels il faut répondre tant pour les familles que pour les personnels. En tout état de cause, la FSU s'opposera à toute mesure qui augmenterait le temps de travail des personnels. C'est pourquoi la FSU demande au Ministre de l'Education d'organiser maintenant une concertation avec l'ensemble de la communauté éducative afin d'échanger sur ce rapport et sur les préconisations qu'il souhaite ou non en retenir.* »

Quant à la direction du Snes, le 6 juillet, elle ajoute :

« *Limiter la réflexion à la durée de la journée scolaire sans travailler sur l'organisation de la semaine et se focaliser sur le raccourcissement des vacances d'été n'est pas la bonne entrée sur cette question. Il est en outre inconcevable que soit imposée une augmentation du temps de travail des enseignants sans même que soit évoquée une augmentation de leur rémunération ou une diminution de leur maxima hebdomadaire de service.*

*Le SNES entend bien peser dans les négociations promises par le Ministre pour élargir le cadre de la discussion, s'opposer à un alourdissement du temps et de la charge de travail des enseignants provoqué par un allongement de l'année scolaire.* » Le moins qu'on puisse dire en lisant cette réaction, c'est que la défense des vacances et du temps de travail est loin d'être l'axe du Snes, encore moins la bataille sur les décrets de 1950 !

A contrario, la revendication centrale c'est : pas touche aux services, pas touche au statut ! Défense inconditionnelle des vacances, défense des décrets de 1950. La première responsabilité des directions syndicales dans ce contexte est de refuser toute discussion ouverte

par le gouvernement pour s'avancer sur cet axe, au prétexte de rythmes scolaires, comme cela avait été le cas pour la suppression de 15 jours de vacances d'été en 1970-71.

---

### **L'échéance des élections professionnelles**

---

Les élections professionnelles ont toujours une grande importance. Elles permettent de mesurer certains rapports politiques dans la lutte des classes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, afin de ménager les directions syndicales et de ne pas déchaîner les travailleurs, les principales annonces sont différées au lendemain de ces élections. Toutefois, dans le cadre de l'application à la fonction publique d'accords sur la représentativité, un certain nombre de modifications ont eu lieu.

Une première modification d'importance : en même temps que les traditionnelles élections des commissions administratives paritaires, où les organisations syndicales défendent les collègues dans les mutations, la progression de carrière, par catégorie et aux différents échelons, auront lieu les élections de comités techniques, qui associent les organisations syndicales à la gestion des postes et aux textes réglementaires qui s'appliquent à l'enseignement. Les deux types de représentations sont de nature opposée ! Dans l'une, l'organisation syndicale défend les collègues ; dans l'autre, elle participe à la mise en œuvre de la

politique du gouvernement. Or, la représentativité repose maintenant sur les comités techniques, c'est-à-dire sur la participation au dialogue social, tandis que les élections aux commissions administratives, élément structurant de la défense et du respect du statut, deviennent secondaires. Cette modification a un sens politique profond de dénaturation des élections elles-mêmes, et avec elles, des organisations syndicales, qui s'engagent pleinement dans la bataille électorale des comités techniques.

Enfin, le mode de scrutin a été bouleversé : le scrutin sera « électronique », c'est-à-dire qu'il perdra sa dimension militante et collective. Là encore le sens est clair : vider, déposséder les élections de leur dimension de défense des enseignants et des personnels de l'enseignement public.

Dans ces conditions, l'enjeu des élections est bien que les enseignants se saisissent de leurs organisations syndicales, en particulier des syndicats nationaux de la FSU ; mais pour se défendre, la responsabilité de ces syndicats serait de refuser de présenter des listes pour les comités techniques et d'appeler à ne pas voter pour cette instance.

---

### **Défendre l'enseignement et les enseignants exige**

#### **la rupture de la concertation permanente avec le gouvernement, concertation qui fait le lit de sa politique**

---

Défendre l'enseignement public contre les grossières atteintes à la laïcité autorisées par le gouvernement (mission parlementaire sur les programmes scolaires de SVT, à l'instigation des intérêts catholiques relayés par 80 des plus réactionnaires des députés UMP) ; défendre le bac comme diplôme national anonyme, premier grade universitaire, contre les attaques menées cette année au nom de la fraude pour réclamer le contrôle continu local ; défendre l'enseignement public contre l'étouffement budgétaire ; défendre l'enseignement contre la manœuvre des « rythmes scolaires » qui cherche à dénaturer les fonctions d'enseignants et à dévaloriser l'enseignement : tout cela signifie d'imposer aux directions des organisations syndicales de l'enseignement, en particulier

de la FSU et ses syndicats nationaux, de rompre la collaboration permanente qu'elles entretiennent avec le gouvernement, « concertations », « dialogue social » qui n'ont d'autre fonction que de préparer les attaques de celui-ci.

C'est imposer aux directions des organisations syndicales qu'elles entament le combat contre le budget 2012, et donc en finissent avec les journées d'actions de couverture de celui-ci (27 septembre, 11 octobre). C'est imposer aux directions syndicales qu'elles refusent d'entamer une quelconque discussion sur le terrain des rythmes scolaires. C'est ce à quoi oeuvrent les militants organisés par notre Groupe dans l'enseignement et à quoi ils invitent ceux qui veulent mener ce combat.

Le 21 septembre 2011



## Philippe CHUZEVILLE (« Lantier »)

Philippe CHUZEVILLE (« Lantier ») est décédé en juillet dernier, à l'âge de 61 ans. Militant de l'OCI (puis du PCI), il avait été parmi les premiers à combattre auprès de Stéphane JUST contre la dégénérescence politique du PCI orchestrée par LAMBERT et GLUCKSTEIN. Appel à voter dès le premier tour pour Mitterrand en 1981, orientation de soumission de plus en plus accentuée à l'égard de l'appareil Force Ouvrière, puis entreprise de liquidation du PCI et de son programme au profit de la constitution du « Mouvement pour un Parti des Travailleurs » substituant au programme révolutionnaire la « ligne de la démocratie » : en quelques années, l'orientation de Lambert-Gluckstein menace l'existence même du PCI comme organisation révolutionnaire. Lantier fut AU POINT DE DÉPART parmi les 36 militants qui tentèrent de combattre cette dégénérescence politique. Il se retrouvera avec Stéphane JUST, lorsque celui-ci fut exclu, parmi les fondateurs du « Comité pour le redressement politique et organisationnel du PCI », devenu en 1991, suite à la destruction du PCI comme organisation révolutionnaire, « Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire ».

Militant du Comité, il combattit avec courage pour sa construction, notamment dans son entreprise (Renault Véhicules Industriels), rédigeant et diffusant le supplément RVI de CPS. Il fut en butte non seulement à la direction de l'entreprise, mais aussi à l'appareil de la CGT, qui prétendit à plusieurs reprises lui interdire de défendre son point de vue à l'intérieur du syndicat et dans l'entreprise. Mais ces tentatives de l'appareil furent régulièrement mises en échec par le soutien et l'estime dont il bénéficiait de la part de ses camarades de travail.

Un moment désorienté par la grave crise du Comité, suite au décès de Stéphane JUST en 1997, il reprit pourtant assez rapidement le combat en défense des acquis du Comité. Il s'était prononcé sans ambiguïté pour le regroupement des forces militantes qui – à partir de la fusion du Cercle et du « Comité » - avait abouti à la constitution du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire en 2007. Hélas ! La maladie ne lui a pas permis de prendre toute la place qu'il aurait souhaité prendre dans sa construction. Mais il continuait à entretenir des relations régulières avec le Groupe qu'il soutenait financièrement malgré la précarité de sa situation matérielle, était abonné à CPS qu'il commentait avec passion.

Ses camarades se souviennent d'un militant intransigeant, par ailleurs d'une grande culture politique et artistique, photographe de talent, d'une forte personnalité.

Notre Groupe rend hommage à une vie tout entière consacrée au combat pour l'émancipation du prolétariat.



### BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 140, boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

**Communiqué du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire,  
la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire :**

**Dernière minute : Mayotte**

Depuis le 27 septembre, Mayotte est paralysé par un mouvement de grève générale chapeauté par une intersyndicale intégrant l'ensemble des syndicats ouvriers. S'associant aux travailleurs, les jeunes ont couvert les deux îles principales de barrages et tous les commerces sont fermés. Les revendications portent sur le prix du gaz et des produits alimentaires de base – dont les prix, imposés par les monopoles français, excèdent de très loin ceux pratiqués dans l'île voisine de la Réunion.

Sous prétexte d'« affrontements » avec les jeunes issus des bidonvilles, le gouvernement Sarkozy-Fillon a déployé ses blindés à Mamoudzou, la capitale, et les gendarmes mobiles ont attaqué à plusieurs reprises les cortèges syndicaux. Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-Mer, a déclaré : « *Le droit de manifester ne doit pas être détourné au profit de débordements inacceptables* ».

Il s'agit bel et bien d'une remise en cause du droit de manifestation et de grève, d'une répression néo-coloniale au profit de Carrefour, de Total et autres groupes français qui traitent les mahorais en marché captif.

François Hollande, le 7 octobre, s'est posé en conseiller « social » du gouvernement Sarkozy-Fillon : « *Instruit par l'expérience de la grave crise sociale antillaise de 2009, le gouvernement ne doit pas laisser pourrir la situation : les démonstrations de force policière ne doivent pas constituer sa seule réponse* ». Il propose « *d'ouvrir sans délai de nouvelles négociations* ». Proposition reprise sur le même ton par le PCF. Ainsi, sous couvert de « dialogue social », le gouvernement pourrait continuer à réprimer en toute quiétude !

Il est au contraire de la responsabilité du mouvement ouvrier en France, les syndicats (CGT, FO, FSU...) comme le PS et le PCF, d'exiger sans délai **l'arrêt de la répression né-coloniale à Mayotte**. Les militants regroupés autour de CPS interviennent dans ce sens.

Le 7 octobre 2011